

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le monde plongé dans la guerre

US ARMY



- **Iran : le régime renforcé**
- **La population d'Israël**
- **La situation aux États-Unis**
- **La grève générale de 1926 en Grande-Bretagne**
- **Elizabeth Gurley Flynn**

Au sommaire de ce numéro

L'impérialisme américain plonge le monde dans la guerre	1
Iran : le régime renforcé par l'attaque impérialiste	3
Israël : la population otage d'une guerre permanente au service de l'ordre impérialiste	10
États-Unis : la situation dans le pays et sa politique impérialiste	17
Mai 1926 : il y a cent ans, la grève générale des travailleurs britanniques	27
Les mémoires d'Elizabeth Gurley Flynn	35

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020
IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087
BIC PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



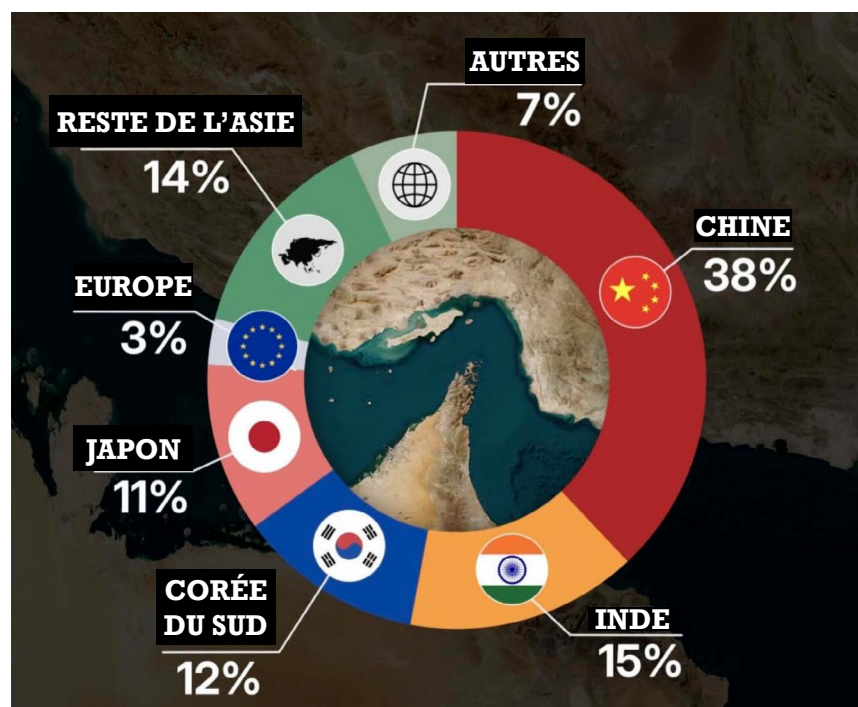
L'impérialisme américain plonge le monde dans la guerre

En lançant le 28 février la campagne de bombardements américano-israéliens contre l'Iran, Trump voulait faire une démonstration de force. Plus de deux mois après le début du conflit, il n'était toujours pas parvenu à faire céder le régime de Téhéran. En revanche, le résultat était le déclenchement d'une crise générale de l'économie du fait du blocus du détroit d'Ormuz, axe majeur du commerce mondial, et le président des États-Unis apparaissait incapable de trouver une issue au guêpier dans lequel il avait lui-même décidé de se mettre.

Le bras de fer se poursuit donc, sans que l'on puisse prévoir ce que seront ses prochains développements, qu'il s'agisse de la fin du cessez-le-feu intervenu le 8 avril suivi de nouveaux bombardements et d'une reprise de la guerre, ou qu'un accord au moins provisoire soit trouvé.

La guerre que l'impérialisme américain mène à l'Iran dure en fait depuis qu'en 1979 une révolution a renversé le chah, le dictateur sur lequel les États-Unis s'appuyaient jusque-là. Depuis son avènement, le régime des mollahs a en effet voulu affirmer son indépendance vis-à-vis des grandes puissances et en particulier des États-Unis, ce que ceux-ci n'ont pas admis et toujours combattu. Cependant, ce nouvel affrontement déclenché sous la présidence de Trump se place au cœur d'une offensive plus vaste.

Ce conflit vient après l'intervention au Venezuela contre le président Maduro, les pressions renouvelées sur Cuba, l'affirmation des ambitions des États-Unis sur le Groenland et même le Canada, la guerre des droits de douane déclenchée contre les concurrents et notamment contre la Chine. Cette volonté d'affirmer une loi du plus fort ne peut se réduire à la personnalité du président Trump ni à sa propension aux coups de menton et



Pétrole transitant par le détroit d'Ormuz : 38 % est destiné à la Chine.

à proclamer qu'il fera ce que ses prédécesseurs n'ont jamais fait et qu'il réparera même leurs erreurs. Cette agressivité est bien plus profondément celle de l'impérialisme américain, dans une période de crise où il lui faut affirmer ou réaffirmer qu'il est l'impérialisme dominant et qu'il entend le rester. Elle prend pour cible tous les régimes qui cherchent, d'une façon ou d'une autre, à échapper un peu à sa tutelle. Après avoir par le biais des attaques contre le Venezuela

et contre Cuba adressé un avertissement à l'ensemble des pays d'Amérique latine tentés de diversifier leurs relations, il veut à travers l'Iran le lancer à tous les États du Moyen-Orient. Il s'agit pour lui de faire comprendre que, quoi qu'il arrive, c'est bien l'impérialisme américain qui entend imposer sa loi dans cette zone stratégique et en contrôler les ressources. L'agressivité de l'État israélien et de son dirigeant Netanyahu, prêt à s'attaquer à tous ses voisins, vient à

point nommé pour appuyer cette offensive.

Pour l'impérialisme américain, l'épreuve de force engagée avec l'Iran n'est pas encore gagnée, et ne le sera peut-être pas de sitôt, mais les conséquences en sont déjà très lourdes. La population iranienne paye au prix fort l'affrontement. Une ONG a estimé le nombre de victimes à plus de 3 500 morts. Des infrastructures essentielles, des routes, des ponts, des sites industriels ont été détruits. Au Liban, les opérations israéliennes ont fait plus de 2 500 morts et plus d'un million de déplacés, soit près de 20 % de la population totale et beaucoup ont fui le sud du pays, où il est très peu probable qu'ils puissent revenir. Ces opérations viennent s'ajouter à l'entreprise génocidaire qui se poursuit à Gaza et aux exactions des colons en Cisjordanie, décidées par un gouvernement israélien qui sait que, dans le contexte actuel, son protecteur américain lui laisse toute liberté d'agir.

Aux morts et aux destructions s'ajoutent les conséquences de l'aggravation de la crise économique. Dans toute l'Asie, frappée par la pénurie de pétrole due au blocage des approvisionnements, des millions de personnes connaissent des restrictions. Des villes où des entreprises sont même à l'arrêt. D'après l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le manque d'engrais, dont un tiers de la production mondiale transite par le détroit d'Ormuz, va aggraver la situation

alimentaire dans de nombreux pays d'Afrique. Les pays riches d'Europe occidentale ainsi que les États-Unis eux-mêmes sont touchés par la crise et l'inflation qui en découle.

L'offensive de l'impérialisme américain a ainsi des effets déstabilisants sur toute la planète et sur son économie. Même si elle devait connaître des répit du fait des difficultés rencontrées par Trump, elle dépasse déjà largement le cadre du Moyen-Orient et de ses guerres répétées. La volonté des États-Unis de réaffirmer leur domination mondiale ne peut s'arrêter au Golfe persique. Leur principal concurrent est aujourd'hui la Chine, un pays qui, de simple sous-traitant des entreprises occidentales, prisé pour sa main-d'œuvre à bas coût, est devenu une grande puissance économique et technologique qui peut contester leur domination sur bien des marchés. Le fait que l'offensive sur l'Iran ait créé un risque pour les approvisionnements pétroliers chinois n'est donc sans doute pas pour déplaire aux dirigeants de Washington, mais il n'est certainement qu'un début dans leurs tentatives de couper les ailes de ce concurrent.

Sous la présidence de Trump, et quelles que soient ses incohérences, les États-Unis ont donc engagé ce qui est une véritable troisième guerre mondiale dont l'enjeu est d'affirmer leur domination et qui, à un moment ou à un autre, devra viser la Chine. Elle fait partie d'une évolution générale guerrière dont les

dirigeants des principaux États sont conscients et qu'ils ont largement alimentée en augmentant leurs budgets militaires. En 2025, les dépenses d'armement pour l'ensemble du monde se sont élevées à 2 887 milliards de dollars, en augmentation pour la onzième année consécutive. Pour se doter des armes de destruction les plus modernes, les États réduisent leurs dépenses pour la santé, le logement, l'éducation. Dans les pays les plus pauvres, la misère explose et très souvent alimente le chaos politique.

En 1915, alors que l'Europe était plongée dans la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg écrivait : « *Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment.* » (Brochure de Junius).

Et la militante qu'elle était concluait en affirmant sa conviction que seul le prolétariat révolutionnaire, en renversant le capitalisme, pouvait offrir un autre avenir à l'humanité. Cette conclusion est plus que jamais d'actualité.

5 mai 2026



Préventivement, l'État chinois a récemment construit d'énormes réservoirs de gaz naturel liquéfié dans le port de Yancheng.



Iran : le régime renforcé par l'attaque impérialiste

Trump prétendait faire disparaître la République islamique d'Iran et mettre son régime au pas en quelques jours. Mais il lui tient tête. Ni la « guerre de douze jours » de juin 2025, ni les bombardements israélo-américains commencés le 28 février, ni l'assassinat de ses hauts dirigeants ne l'ont fait tomber. Au contraire, ce pouvoir contesté par une profonde révolte en janvier 2026 a pu retrouver des appuis dans la population et pas seulement par la terreur.

Non seulement les bombardements n'ont pas provoqué le soulèvement populaire annoncé par Trump avec sa légèreté habituelle, mais le régime a réussi à s'appuyer sur une certaine union nationale contre les interventions israélo-américaines. Sans surprise, les sentiments anti-impérialistes, qui ont servi de carburant à ce régime dès son installation au pouvoir en 1979, et qu'il a instrumentalisés pendant des décennies pour imposer sa dictature, au nom de la lutte contre « *le grand et le petit Satan* », les États-Unis et Israël, ont été réactivés par la guerre. Les slogans pro-Trump entendus dans les manifestations de janvier ou peints sur les murs ont disparu. Bien des Iraniens qui appelaient cette intervention de leurs vœux et se sont réjouis des premières bombes ont changé d'avis, quand ils n'ont pas été tués eux-mêmes en fêtant dans la rue la mort du guide suprême Ali Khamenei, assassiné avec plusieurs autres dirigeants le premier jour de la guerre.

Bien sûr, la guerre a favorisé le contrôle sur la population, la délation et les accusations de trahison ou d'espionnage au service d'Israël ou des États-Unis, suivies d'arrestations. Les pasdaran et leur milice, les bassidji, multiplient les points de contrôle dans les rues, vérifient le contenu des téléphones et terrorisent la population. Le régime a coupé le lien

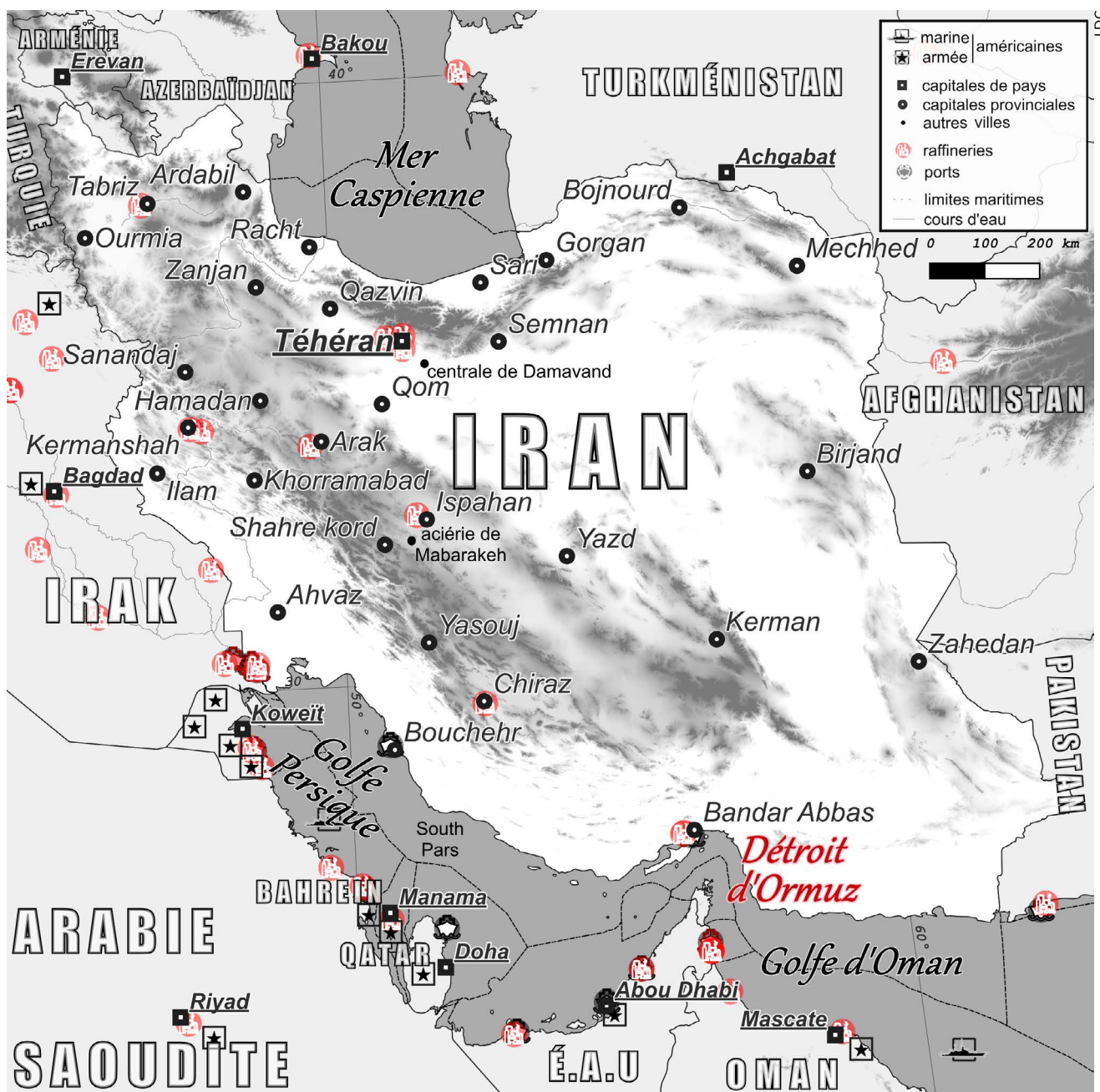
avec le réseau internet mondial dès le début de la guerre, réservant le privilège de se connecter sans restriction à quelques fidèles du régime figurant sur une liste blanche. Ceux qui bravent l'interdiction en utilisant des VPN hors de prix et peu fiables risquent la mort s'ils sont pris. Chaque jour, des condamnés à mort sont pendus : ils peuvent être des opposants politiques arrêtés depuis plusieurs années, des manifestants de janvier, parfois très jeunes, militants ou pas. L'année 2025 était déjà une année record avec 1 639 exécutions.

Mais, bien plus que la répression, les bombardements qui ont visé des écoles, des se-

couristes, des centres de santé, des infrastructures vitales, ont convaincu beaucoup d'Iraniens, initialement favorables à une intervention militaire américaine, qu'ils n'avaient rien à y gagner. Dans les rassemblements de soutien au régime, dans les parades militaires organisées depuis le début de la guerre, dans les chaînes humaines autour des centrales électriques menacées par Trump, on a vu les soutiens traditionnels du régime, mais aussi beaucoup de femmes non voilées, de jeunes qui avaient manifesté contre le régime dans les mois et les années passés et probablement beaucoup d'anciens opposants. La presse a par



Le musicien Ali Ghamsari devant la centrale électrique de Damavand.



exemple relayé l'initiative d'Ali Ghamsari, un musicien qui est allé jouer « pour la paix » et pour que « la lumière reste allumée dans toutes les maisons » devant la centrale électrique de Damavand le 7 avril, quand Trump menaçait de frapper toutes les centrales et alors même que ce musicien avait subi la censure du régime en 2019 parce qu'une femme avait chanté dans un de ses concerts.

D'ailleurs, sur ce terrain du contrôle des mœurs et de la façon de s'habiller, le régime avait déjà lâché du lest avant la guerre et l'on peut voir aujourd'hui, dans les rues de Téhéran, des couples se tenir par la main et de

nombreuses femmes sans voile en croiser d'autres entièrement voilées. Cette relative liberté des mœurs cohabite avec l'enrôlement d'adolescents, voire d'enfants à partir de 12 ans, dans les milices civiles des bassidji.

UNE GUERRE IMPÉRIALISTE QUI N'A RIEN DE LIBÉRATEUR

Le mensonge américain d'une guerre libératrice a donc fait long feu. Même si les bombardements sur l'Iran sont sans commune mesure avec l'intensité de ceux qui ont détruit Gaza depuis

le 7 octobre 2023, ni même ceux qui frappent le Liban depuis le 28 février, ils ont affecté l'économie iranienne et la population, faisant au moins 3 600 morts, selon une ONG. Les frappes ont endommagé plus de 125 000 bâtiments résidentiels et civils, dont 339 établissements de santé, 32 universités et 857 écoles, dont l'école de Minab où 168 écolières ont été tuées dès le début de la guerre. D'après la porte-parole du gouvernement iranien, le montant des dégâts peut être estimé à 229 milliards d'euros. Les bombardements ont affecté ou détruit près de 20 000 unités industrielles, allant des petites entreprises aux grands ensembles

pétrochimiques et sidérurgiques, comme l'aciérie de Mobarakeh, près d'Ispahan, qui employait avant la guerre plusieurs dizaines de milliers de salariés et fournissait en tôle des usines d'automobile, d'électroménager, de la construction. Ces destructions affectent évidemment les sous-traitants et les fournisseurs.

Durant les 40 jours de bombardements, la hantise de la population était de se protéger des bombes alors qu'il n'y a ni sirènes ni abris souterrains. Au cessez-le-feu du 7 avril, a succédé le blocus maritime des ports iraniens par les États-Unis. Le quotidien des Iraniens a consisté à se procurer de la nourriture et des médicaments à prix d'or, souvent après avoir été licenciés sans indemnités après la destruction de leur lieu de travail, à trouver un abri quand leur logement était détruit. Trois à quatre millions d'emplois auraient disparu, ce qui se traduit par 12 à 15 millions de personnes, sur 90 millions d'habitants, qui n'ont plus de moyens de subsistance, si ce n'est la somme dérisoire que verse le gouvernement : 300 000 tomans par personne et par mois et un bon d'achat d'un million de tomans (moins de 7 euros fin avril), ce qui permet seulement d'acheter quelques kilos de riz. L'inflation déjà élevée avant la guerre, à cause des sanctions américaines et de la corruption des dignitaires du régime, s'envole encore plus. En mars 2026, elle atteignait en moyenne 70 % sur un an, et même plus de 110 %

sur les produits alimentaires de première nécessité.

Tant du point de vue des libertés démocratiques que des conditions de vie, le sort de dizaines de millions d'Iraniens est pire après la guerre israélo-américaine qu'avant. Mais améliorer ce sort n'était évidemment pas l'objectif des dirigeants israéliens et américains en la déclenchant.

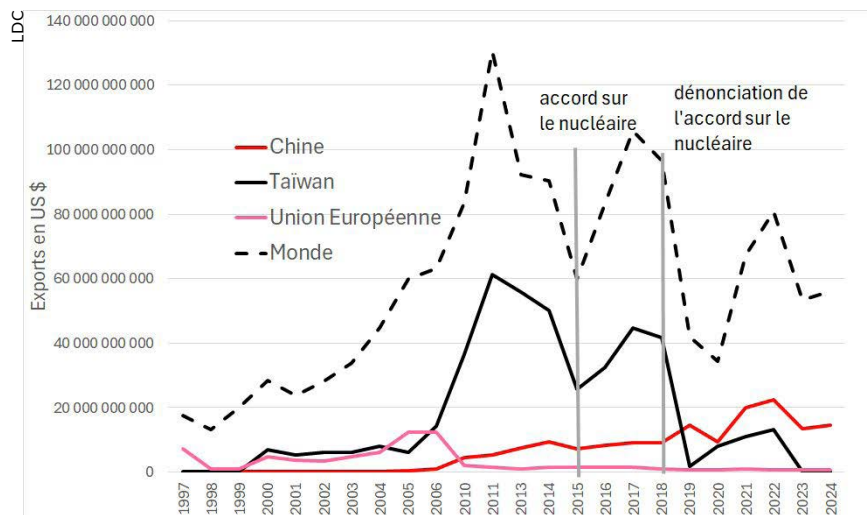
L'ACHARNEMENT AMÉRICAIN

Depuis sa mise en place en 1979, la république islamique d'Iran est une épine dans le pied de l'impérialisme. Pour celui-ci, ce régime a certes le mérite de mettre au pas sa population et d'être un élément de son ordre au Moyen-Orient, comme l'a illustré, par exemple, la collaboration entre l'Iran et les États-Unis en Irak depuis les années 2010. Mais les dirigeants de la république islamique ont été portés au pouvoir par une profonde révolte populaire qui a renversé le régime du chah, une monarchie à la botte de l'impérialisme, impitoyable contre la classe ouvrière et contre la moindre opposition, dont l'armée était équipée, formée et entraînée par les États-Unis. Même si les sommets de cette armée, et les dirigeants américains de l'époque, ont facilité le retour d'exil de l'ayatollah Khomeiny pour qu'il prenne la tête du nouveau régime et canalise la révolte en mobilisant son réseau de militants religieux,

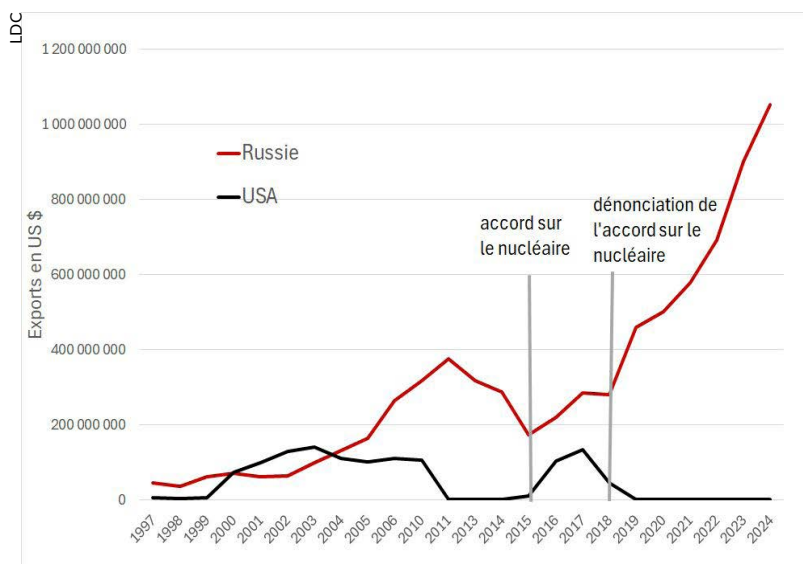
la république islamique s'est construite en s'opposant aux pressions de l'impérialisme américain. Elle a disposé dès sa naissance d'une importante base sociale parmi les commerçants et dans les couches pauvres. Ce régime obscurantiste a fait rentrer dans le rang, par la répression, toutes les forces qui pouvaient le déborder : la classe ouvrière industrielle mobilisée et concentrée, les minorités nationales comme les Kurdes, les femmes qui refusaient de se voiler, les partis de gauche qui avaient apporté leur caution et leur soutien à Khomeiny, tandis que, parallèlement, il radicalisait ses discours anti-impérialistes.

Dès le début, les dirigeants occidentaux ont tout fait pour contenir le régime et l'affaiblir. En 1980, ils poussèrent l'Irak de Saddam Hussein à lui déclarer une guerre, qui dura huit ans et fit près d'un million de morts. Les sanctions économiques contre le régime ont commencé dès 1979, et se sont durcies au fil du temps, avec quelques courts répit, comme en 2015 quand Obama accepta de signer un premier accord sur le nucléaire. On peut citer, entre autres, en 1996 l'interdiction pour les entreprises commerçant avec l'Iran de commercer avec des entreprises américaines, en 2007, une résolution de l'ONU imposant le gel de ses avoirs à l'étranger, en 2012, l'embargo sur les hydrocarbures iraniens décidé par l'Union européenne et l'exclusion de l'Iran du réseau des échanges interbancaires (Swift).

Les sanctions occidentales contre l'Iran ont conduit à un isolement financier et commercial qui est d'abord payé par la population. À cause des sanctions et de la mise au ban du régime iranien, celui-ci s'est trouvé contraint de se tourner vers d'autres pays. Si la Russie termine la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr, c'est parce que le groupe allemand Siemens, qui avait entamé cette construction dans les années 1970, a rompu ses engagements en 1979. Plus les sanctions se sont durcies, et plus l'Iran a été contraint de chercher des partenariats avec d'autres pays : la Chine, à qui elle vend



Exportations de l'Iran vers différents pays depuis 1997, en dollars (source : OMC).



Exportations de l'Iran vers la Russie et les États-Unis depuis 1997, en dollars (source : OMC).

des hydrocarbures et achète des produits manufacturés, et plus récemment la Russie, à qui elle vend les fameux drones kamikazes Shahed utilisés en Ukraine.

INTÉGRER L'ÉCONOMIE MONDIALE

Sur le fond, les dignitaires de la république islamique, et derrière eux la bourgeoisie iranienne, ne demandent rien d'autre que de trouver leur place dans l'économie mondiale et de rejoindre le système monétaire international dont ils ont été exclus, afin de pouvoir faire des profits en exploitant leurs immenses réserves d'hydrocarbures. Mais comme ceux de tous les pays qui n'appartiennent pas au cercle restreint des puissances impérialistes, les dirigeants iraniens n'ont que le choix entre se soumettre à celles-ci et donc voir leurs ressources pillées par les grandes compagnies occidentales, ou leur tenir tête, ce qui signifie, d'une façon ou d'une autre, aller vers une confrontation, diplomatique, économique ou militaire. Les dirigeants iraniens n'ont jamais été à l'initiative de ces affrontements. Face aux sanctions, face aux expéditions militaires plus ou moins directes, comme les assassinats de dirigeants du régime en 2011, 2020, 2022... et même face à la guerre de douze jours de juin 2025, le régime a plutôt fait le dos rond en tentant d'éviter

l'affrontement direct.

Quant à la prétendue menace nucléaire iranienne, elle est un prétexte pour justifier la guerre à l'heure où, du Venezuela au Groenland, aucun recoin de la planète ne devrait échapper aux vautours impérialistes. La guerre est aussi l'occasion de faire un exemple, en montrant aux dirigeants qui oseraient contester la puissance américaine ce qu'ils risquent. D'ailleurs, la cheffe du renseignement américain elle-même a affirmé que le nucléaire et le programme balistique iraniens ne représentaient pas de menace réelle, loin de la propagande en particulier israélienne, qui prétend que les missiles iraniens menacent l'Europe.

En réalité, Trump et ses proches, encouragés par Netanyahu et les renseignements du Mossad, en pleine euphorie après le kidnapping réussi de Maduro au Venezuela, ont visiblement estimé que l'heure était venue de faire tomber le régime iranien. De son côté, Netanyahu a toujours affirmé vouloir abattre un régime qu'il n'a cessé de présenter à sa population comme une menace existentielle contre Israël, pour mieux justifier le maintien de son pays dans un état de guerre permanent. Quant à Trump, suivi par les dirigeants de l'armée américaine, il voyait là l'occasion d'abattre enfin un régime qui ne se soumet pas depuis quarante-sept ans, contourne les sanctions, entretient des relations politiques diplomatiques

et commerciales avec la Chine et la Russie, arme le Hezbollah et les Houthis, dans une période de crise économique où les tensions internationales sur les marchés et les ressources sont à leur comble.

Trump et Netanyahu pouvaient penser que le régime iranien était suffisamment affaibli par la chute du régime de Bachar el-Assad en Syrie, le recul du Hamas en Palestine et du Hezbollah au Liban, les coups portés par la guerre de douze jours de juin 2025, et la contestation qui a secoué le pays en décembre et janvier dernier, pour que l'élimination physique de l'ayatollah Khamenei suivie d'une campagne de bombardements lui porte le coup de grâce. Avec son mépris de milliardaire, le chef suprême de l'impérialisme le plus puissant a ignoré les sentiments nationaux de la population iranienne et sous-estimé la capacité du régime à remplacer les hauts cadres assassinés et à se maintenir au pouvoir.

LES PASDARAN ET LA BOURGEOISIE IRANIENNE

Le régime iranien repose sur un vaste réseau de complicités, dans lequel se mêlent le clergé, les hommes d'affaires de la bourgeoisie et les responsables militaires, dont certains dirigeants qui peuvent parfois être tout cela à la fois. Depuis la naissance de la république islamique, les pasdaran (ou CGRI pour Corps des gardiens de la révolution islamique) ont pris de plus en plus de poids dans la société. Aujourd'hui, ils concentrent les forces armées les mieux équipées. Ils supervisent les bassidji, cette milice de presque 5 millions de membres recrutés dans les classes populaires, qui vivent en civil au milieu de la population. Les bassidji ont à la fois le rôle répressif que l'on a vu, notamment dans les récentes révoltes, et un rôle d'encadrement via des activités sportives, culturelles et sociales dans les quartiers populaires.

Les pasdaran sont devenus des piliers du régime, impliqués dans toute l'économie, du système bancaire à l'industrie



Affiche de la milice Bassidji, en mars 2026 : « Campagne pour l'Iran, plan d'enregistrement des volontaires pour la défense de la patrie. »

en passant par l'économie informelle et la contrebande. Ils contrôlent 60 % de l'économie du pays et occupent la majorité des postes ministériels. Après la guerre Iran-Irak (1980-1988), les anciens combattants les plus gradés se sont vu confier des responsabilités dans des fondations créées par le régime. Lors des vagues de privatisations des années 2000, ces dirigeants ont pris le contrôle de secteurs entiers : l'agriculture, la banque, le pétrole, par exemple en 2006 celui d'une partie de l'immense complexe pétrolier et gazier de South Pars.

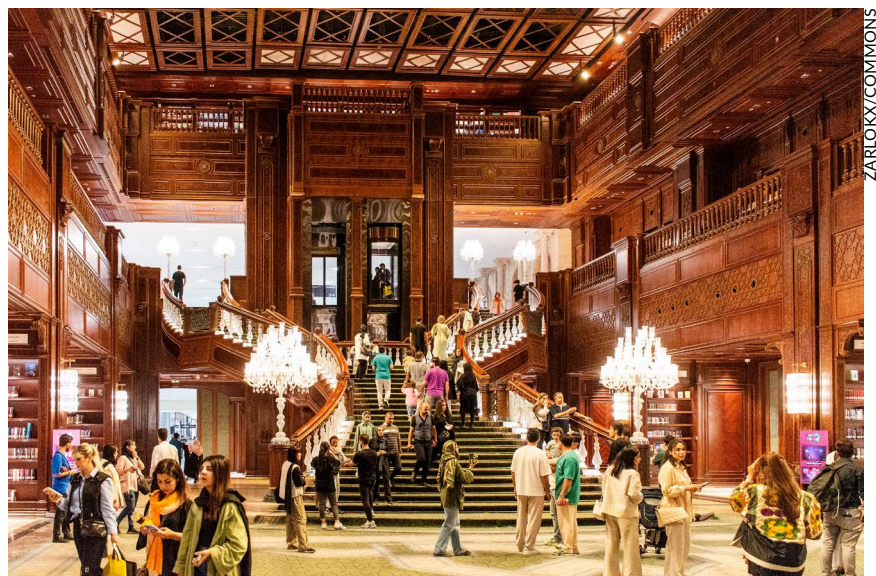
Les grands bourgeois iraniens collaborent avec les « Gardiens » et il est bien difficile de les distinguer tant leurs fortunes sont imbriquées. Pour prendre un exemple parmi tant d'autres, le banquier Ali Ansari est proche de la famille Khamenei, celle de l'ancien et du nouveau guide suprême, elle-même à la tête d'un empire financier de plusieurs centaines de milliards de dollars. Il aurait aidé le fils Khamenei – celui qui a été nommé guide suprême à la suite de son père mais qui est demeuré invisible par la suite – à placer sa fortune dans des paradis fiscaux. Le fils Ansari a fondé en 2013 la Banque Ayandé qui s'est trouvée au cœur de scandales de corruption et qui a fait faillite depuis, ruinant de nombreux petits épargnants.

Cette banque a ainsi financé des délires immobiliers, dont la création d'un centre commercial géant avec piscine, patinoire et jardins, à Téhéran en s'accordant un prêt de 10 milliards de dollars jamais remboursé. La banque a été poursuivie en 2019, puis liquidée en 2025, et c'est la banque centrale et donc l'État qui a absorbé ses dettes en la fusionnant avec la banque publique Melli.

Les dirigeants des pasdaran sont liés par leurs affaires, comme par leur parcours au sein de l'État. Ils ont gagné des galons dans la guerre Iran-Irak puis ont participé aux violentes répressions des mouvements de contestation du régime. Parmi ceux qui ont été tués au cours de l'année 2026, on trouve Gholamreza Soleimani, chef des bassidji, Mohammad Pakpour, chef des Gardiens de la Révolution, nommé suite à l'assassinat de son prédécesseur en juin 2025, ou encore Ali Larijani qui était le fils d'un dignitaire religieux. Après la guerre Iran-Irak, ce dernier devint ministre de la Culture puis dirigea la radio et la télévision d'État, avant de présider le Parlement, de 2008 à 2020. Il participa aux négociations de l'accord de 2015 sur le nucléaire, ce qui lui valut que sa candidature à l'élection présidentielle soit refusée en 2021 puis de nouveau en 2024, car il était jugé trop « pro-occidental ». Mais en juin 2025, il fut de nouveau sollicité par le régime pour négocier la fin de la

guerre de douze jours, avant de devenir le président du Conseil de défense jusqu'à son assassinat par les USA en mars.

Ces privilégiés iraniens ressemblent par bien des aspects à leurs homologues occidentaux. Certains ont étudié dans les mêmes universités, en Amérique du Nord, où ils envoient leurs enfants. Ils se retrouvent dans les mêmes stations balnéaires des Émirats que la jet-set internationale. Les images du mariage grandiose en octobre 2025 de la fille d'Ali Shamkhani, un proche du guide suprême, dans un palace, avec des femmes en décolleté, ont choqué en Iran quand elles ont fuité sur les réseaux sociaux. Les dirigeants de la république islamique sont régulièrement éclaboussés par des scandales : corruption, détournements de fonds, importations illégales d'armes... La peine de mort pour les relations hors mariage ne s'applique évidemment pas aux sphères dirigeantes, surtout quand il s'agit de responsables du ministère de la Culture, de la télévision d'État ou de l'organisme chargé de la « vertu », comme on l'a vu en 2023 lors du scandale des « sextapes » de dignitaires ultra-conservateurs en pleine action avec des hommes, ou des femmes mariées. Cette hypocrisie et ce double langage des classes dirigeantes au discours rigoriste ont contribué à alimenter la révolte « femme-vie-liberté » de



L'Iran Mall à Téhéran, gigantesque centre commercial dont la construction a conduit à la faillite de la banque Ayandé.

2022-23 et celle plus récente de décembre 2025 et janvier 2026, en témoignait un slogan des manifestants : « *Notre table est vide ; leurs enfants vivent au Canada.* »

UN REVERS POUR TRUMP

Aujourd'hui, contrairement aux affirmations de Trump à la mi-mars (« *ils sont tous morts* »), il reste à la tête du régime bien des dirigeants tout à fait prêts à négocier un compromis avec l'impérialisme. Les dirigeants de la république islamique ne sont pas des jusqu'au-boutistes et ne contestent nullement l'ordre impérialiste. Bourgeois nationalistes, ils veulent y trouver leur place, mais sans se laisser piller ni soumettre.

Ainsi, l'actuel ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi, issu d'une famille de la bourgeoisie commerçante, a fait une partie de ses études en Grande-Bretagne. Il a poursuivi ensuite sa carrière dans le ministère, tantôt ambassadeur, tantôt associé aux négociations sur le nucléaire. Il ne tweete quasiment qu'en anglais ! À Trump qui se vantait de « *ramener l'Iran à l'Âge de pierre* », il répondait sur X

(ex-Twitter) qu'à cette époque-là il n'y avait ni pétrole ni gaz pompés au Moyen-Orient, se demandant ironiquement si le président des USA voulait vraiment revenir aussi loin en arrière. Celui qui a dirigé l'équipe de négociateurs après le cessez-le-feu, Mohammad Bagher Ghalibaf, actuel président du Majlis (parlement), ancien maire de Téhéran, ancien chef de l'armée de l'air, dirige la société Khatam al-Anbiya. C'est un énorme groupe possédant des centaines de sociétés appartenant aux pasdaran, dont une partie de South Pars, le grand complexe pétrolier.

Les dissensions et les rivalités au sein du régime, qui se sont traduites au cours des années par des purges et parfois des séjours en prison de dirigeants affaiblis, n'ont jamais cessé depuis des décennies. Certains, comme les artisans de l'accord sur le nucléaire de 2015, en étaient partisans parce qu'ils privilégieraient le commerce avec les pays occidentaux, quand d'autres misaient plutôt sur les échanges avec la Chine et d'autres pays non-alignés.

La guerre déclenchée par Trump a changé la donne. Elle a certes détruit des infrastructures vitales et endommagé des sites de production essentiels et

rentables. Mais les survivants du régime, ont trouvé, en contrôlant le détroit d'Ormuz, un levier pour négocier.

Trump n'ayant pas réussi à faire tomber le régime par sa campagne de bombardements aériens, s'est retrouvé confronté au blocus du détroit qui fait flamber le cours du gaz et du pétrole et aggrave la crise économique mondiale. Il semble avoir préféré dans l'immédiat ne pas organiser un coûteux et difficile débarquement de troupes terrestres. Même s'il a bloqué à son tour les ports iraniens pour tenter d'asphyxier le pays, il a accepté de fait, en prolongeant le cessez-le-feu, de discuter sur la base des propositions iraniennes. Et malgré les rodomontades de Trump, ces propositions n'étaient pas celles d'un pays vaincu, aux abois : levée des sanctions économiques contre l'Iran ; dégel des milliards de dollars bloqués dans diverses banques internationales ; négociation en accord avec son voisin omanais d'un nouveau régime pour le transit maritime dans le détroit d'Ormuz avec perception d'une taxe ; report des négociations sur le nucléaire après une paix véritable qui concernerait aussi le Liban.



Banderole représentant le détroit d'Ormuz, place Vanak à Téhéran : « *À jamais entre les mains de l'Iran.* »



Photo de groupe de travailleurs militants publiée à l'occasion du Premier Mai.

NI TUTELLE IMPÉRIALISTE NI DICTATURE DES PASDARAN

Ce bras de fer très inégal entre la première puissance impérialiste et le régime iranien est loin d'être terminé et il serait hasardeux d'en pronostiquer l'issue. La guerre de Trump et Netanyahu a ajouté du chaos dans un Moyen-Orient déstabilisé par plus d'un siècle de pillage impérialiste, et de l'instabilité dans une économie mondiale en crise, tarabudée par les rivalités entre puissances et entre groupes capitalistes pour le contrôle des marchés et des ressources. Aucune paix durable ne pourra vraiment sortir des négociations actuelles. Mais le simple fait que le régime iranien ne soit pas tombé, le fait qu'il soit resté en situation de discuter des conditions de la paix est apparu, comme un revers de l'impérialisme américain et une victoire de l'Iran. Le revers est réel et ne peut que réjouir des révolutionnaires dénonçant les crimes de leurs propres dirigeants qui sèment la guerre et la misère partout dans le monde.

Mais à ce stade, tant que le régime reste en place, si succès il y a, il sera celui des classes

privilegiées iraniennes, celui des pasdaran, pas celui des travailleurs et des classes populaires, ni en Iran, ni ailleurs dans le monde. Quelle que soit l'évolution du bras de fer entre Trump et les chefs de la république islamique, la population iranienne paie déjà au prix fort les destructions massives des bombes israélo-américaines et paiera cher l'effort de reconstruction sous le joug des pasdaran. Ces derniers, prêts à se battre contre les vautours impérialistes pour pouvoir jouir des richesses de leur pays, resteront tout aussi impitoyables envers les travailleurs qui extraient et raffinent le pétrole, construisent les ponts et les routes, produisent et transportent toutes les marchandises. La vie chère, les salaires non payés, la corruption, les privilèges, l'interdiction de se réunir et de s'organiser librement, la répression contre des militants ouvriers, des journalistes ou des avocats, les arrestations arbitraires, ont alimenté les révoltes successives en Iran depuis quinze ou vingt ans. Elles ne s'arrêteront évidemment pas si un traité de paix est signé entre les États-Unis et l'Iran. Et s'ils trouvaient un terrain d'entente, s'ils signaient des accords économiques autour de l'exploitation du pétrole et du contrôle

du détroit d'Ormuz, les dirigeants iraniens et américains s'allieraient pour se partager ce qu'ils ont volé aux travailleurs.

Mais rien n'est joué et une toute autre option est possible : celle de l'intervention sur la scène politique des classes populaires d'Iran, de la jeunesse du pays qui a montré son courage et sa révolte et surtout de la classe ouvrière qui a des traditions d'organisation et a su se mobiliser, au moins sur le terrain économique, à de nombreuses reprises ces dernières années. Il est impossible, de loin, d'apprécier les sentiments actuels, après les bombardements israélo-américains, des millions de personnes qui sont descendues dans les rues il y a moins de cinq mois et qui ont été reçues par les balles du régime. Mais il est évident qu'elles n'ont rien oublié. Si le régime gagne le bras de fer en cours avec Trump, tôt ou tard, il sera confronté à de nouvelles révoltes. La véritable victoire serait que ces révoltes se transforment en une révolution entraînant les exploités de tout le Moyen-Orient, confrontés à la même tutelle impérialiste à laquelle les régimes locaux, tout aussi dictatoriaux, collaborent tous à leur façon.

5 mai 2026



Israël : la population otage d'une guerre permanente au service de l'ordre impérialiste

Depuis le 7 octobre 2023, le Premier ministre israélien, Netanyahu, a exploité le choc et le traumatisme suscités par l'attaque perpétrée par le Hamas pour entraîner sa population dans une escalade guerrière qui s'est maintenant élargie à tout le Moyen-Orient.

Fort du soutien des puissances impérialistes, Netanyahu a pu en toute impunité commettre un génocide à Gaza, intensifier brutalement la colonisation de la Cisjordanie et envoyer son armée semer la terreur sur plusieurs fronts. Les dirigeants israéliens présentent leur stratégie guerrière comme le seul moyen de défendre leur peuple, face à la menace qu'ils décrivent comme existentielle incarnée par le régime iranien et ses alliés : le Hamas à Gaza, les soutiens du régime déchu de Bachar el-Assad en Syrie, le Hezbollah libanais et les Houthis du Yémen. Netanyahu s'est dit décidé à « finir le travail » commencé lors de la guerre de l'automne 2024 contre le Hezbollah, et lors de la guerre de douze jours de juin 2025 contre l'Iran. Aussi, du 28 février au 8 avril, l'Iran a été la cible d'intenses bombardements israélo-américains, tandis que le Liban était victime de l'aviation israélienne du 1^{er} mars au 16 avril. Netanyahu promettait qu'après cette dernière guerre, Israël vivrait définitivement en paix et en sécurité.

La trêve a pris la forme d'un bras de fer dans le détroit d'Ormuz, et d'une occupation israélienne du Sud-Liban appuyée par de nombreux bombardements.

Derrière leur propagande sur une guerre dite défensive, pour mieux embrigader leur population, les dirigeants

israéliens ne cachent pas leur volonté de « redessiner la carte du Proche-Orient », et de faire d'Israël la puissance hégémonique de la région. Si l'on ne peut ignorer les calculs personnels d'un Netanyahu, inculpé pour corruption, et qui a intérêt à la poursuite de la guerre pour se maintenir au pouvoir, les raisons de cette politique sont plus profondes. Elles sont évidemment la suite du projet initial des organisations sionistes de fonder, sous la protection des pays impérialistes, un État pour les seuls Juifs, au mépris des droits nationaux de la population palestinienne. Ce projet colonial a conduit à la guerre permanente d'Israël contre ses voisins.

LE SIONISME AU SERVICE DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE

Après 1945, les organisations sionistes furent en situation de s'imposer par la force, malgré les réticences britanniques. C'est avec le soutien des États-Unis et de l'URSS qu'elles purent proclamer l'État d'Israël. Mais ce qui permit surtout sa création furent les centaines de milliers de Juifs rescapés des camps de la mort qui, fuyant l'Europe, voyaient dans la création de cet État un espoir de sécurité.

En 1948, c'est le socialiste David Ben Gourion qui, en proclamant l'État israélien, provoqua

la première guerre contre les États arabes. Victorieux, Israël put occuper 70 % de la Palestine sous mandat, en profitant également de l'accord secret conclu avec Abdallah, le roi de Jordanie, qui accepta de rester en dehors du conflit, en échange du contrôle de l'autre partie du territoire.

Par la suite, à l'exception du Parti communiste israélien et d'organisations d'extrême gauche, le sionisme fut défendu par la plupart des forces politiques du nouvel État. Ben Gourion et les Premiers ministres travaillistes qui lui succédèrent, Golda Meir, Yitzhak Rabin et Shimon Peres, choisirent de se faire les alliés des intérêts impérialistes. En 1956, Israël participa aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne à l'expédition contre l'Égypte, qui venait de nationaliser le canal de Suez. Puis il ne cessa d'être au service de l'impérialisme américain, qui souhaitait contrôler cette région stratégique. L'État hébreu se révéla un atout majeur pour affaiblir des régimes arabes jugés trop indépendants, tels que l'Égypte de Nasser. En retour, Israël put disposer de moyens militaires et financiers considérables pour s'imposer face aux États arabes voisins.

En 1967, lors de la guerre des Six-Jours, sa supériorité écrasante permit à Israël d'occuper de nouveaux territoires : la Cisjordanie, Gaza et le Sinaï en Égypte, ainsi que le plateau du

ROBERT CAPA / MAGNUM PHOTO



David Ben Gourion proclame l'État d'Israël en 1948.

Golan, en Syrie. Cette victoire rendait une entente entre les États arabes et Israël de plus en plus difficile. Isolé au milieu de peuples arabes dont il s'était fait des ennemis, Israël compta pour assurer sa survie sur la protection des puissances impérialistes, pour lesquelles il devint un allié indéfectible. La guerre du Kippour de 1973, pendant laquelle l'armée israélienne subit un revers avant de l'emporter, valut aux dirigeants travaillistes de vives critiques du Likoud, parti de droite partisan du « Grand Israël », que le climat guerrier ne pouvait que renforcer.

Enfin, en 1979, un puissant soutien militaire des États-Unis, allié d'Israël, le chah d'Iran fut renversé par une révolte populaire encadrée par les islamistes de Khomeiny, et cela renforça encore le rôle d'Israël comme gendarme de l'impérialisme dans la région moyen-orientale.

EXTRÊME DROITISATION, CONSÉQUENCE DE LA GUERRE CONTRE LES PALESTINIENS

Au cours de ces décennies, la droite, puis l'extrême droite n'ont cessé de se renforcer, au point que cette dernière domine aujourd'hui la vie politique israélienne. Le Parti travailliste, qui a présidé aux destinées d'Israël pendant les trente premières années de son existence, en porte

la responsabilité. C'est ce parti qui, au nom du sionisme, a expulsé les Palestiniens par la violence et bâti un État auquel les rabbins ont pu imposer leur loi. C'est lui qui a procédé à l'occupation de nouveaux territoires et favorisé leur colonisation et qui a ainsi fourni le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré. C'est lui en définitive qui a fait d'une grande partie des centaines de milliers de Juifs rescapés des camps de la mort et de leurs descendants, qui aspiraient à vivre en paix, des mercenaires de l'impérialisme.

Les politiques de cette gauche au pouvoir, hégémonique de 1948 à 1977, puis de la droite, ont ouvert la voie à l'extrême droite, lui ont préparé le terrain. Au nom du sionisme, les deux partis ont mené les mêmes sales guerres coloniales. Ainsi, en 1982, c'est le dirigeant du Likoud Menahem Begin qui déclencha une guerre meurtrière au Liban, afin de désarmer et d'expulser les combattants palestiniens de l'OLP qui s'y étaient réfugiés. Tandis qu'en 1987, lors de la première intifada (guerre des pierres), c'est le travailliste Yitzhak Rabin qui ordonna à son armée de « briser les os » des jeunes Palestiniens révoltés.

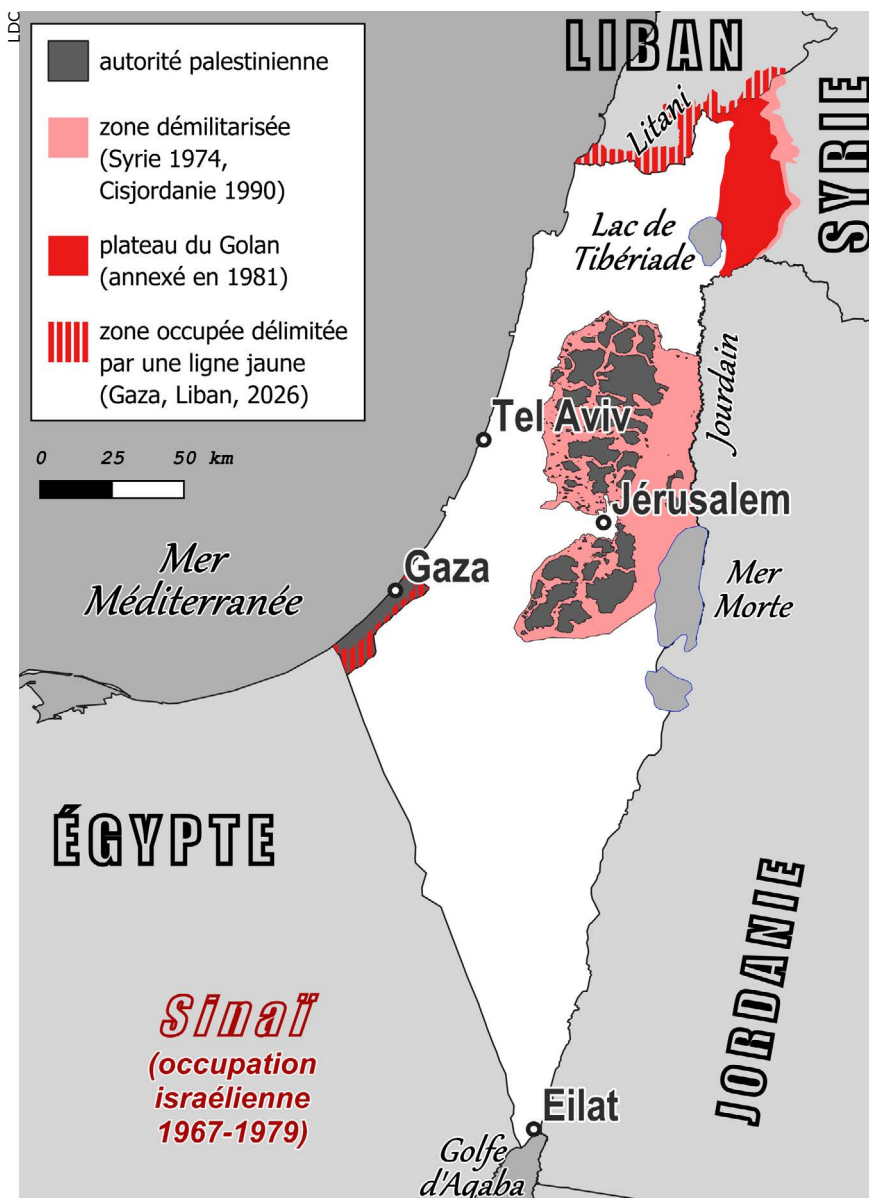
On ne compte plus le nombre de guerres, de raids aériens, d'invasions terrestres, de répressions que l'armée israélienne a menées sous les ordres de ces gouvernements en Cisjordanie et à Gaza.

LE 7 OCTOBRE 2023, UNE TRAGÉDIE INSTRUMENTALISÉE

Le 7 octobre, le massacre de près de 1 200 Israéliens n'a pas seulement provoqué la sidération en Israël, il a créé l'unité nationale derrière Netanyahu, au moment où celui-ci était confronté à une contestation massive. Le Premier ministre a eu les mains libres pour faire avancer ses projets de la manière la plus brutale. Au nom de l'éradication du Hamas, présenté comme une menace existentielle, l'armée a tué à Gaza au moins 73 000 Palestiniens et en a blessé 183 000, dont une majorité d'enfants. Un génocide facilité par le soutien de l'impérialisme américain et la complicité des puissances européennes.

À Gaza, depuis le cessez-le-feu instauré en octobre 2025, les bombardements israéliens ont continué et ont tué 750 Palestiniens. Israël a établi une zone tampon sur plus de la moitié de la bande de Gaza, délimitée par une ligne jaune qui devient la nouvelle frontière. Les deux millions de Gazaouis, repliés sur l'autre moitié, manquent de tout et beaucoup vivent dans des abris de fortune, sous-alimentés, sans eau vraiment potable, exposés aux intempéries et à la chaleur, entourés de débris qui propagent les maladies. Israël contrôle une grande partie des terres agricoles, des sources et des points de passage et peut empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire. Celle-ci est détournée par des groupes mafieux, dont certains sont armés par Israël. Le Hamas, même affaibli militairement, est loin d'être éradiqué et son implantation dans la société demeure. Il contrôle la partie ouest de l'enclave palestinienne et s'impose à la population par sa police composée de dix mille hommes et ses capacités à organiser la vie quotidienne.

En Cisjordanie, depuis le 7 octobre 2023, le nombre de colons israéliens a augmenté d'une manière inédite. Ils seraient maintenant 180 000 à Jérusalem-Est et 500 000 dans les territoires occupés. Les trois millions de Palestiniens, déjà



soumis aux couvre-feux, barages et contrôles de l'armée, subissent les assauts de colons d'extrême droite fanatisés, violents et armés. En un an, leurs attaques se sont intensifiées, détruisant méthodiquement des villages et des quartiers entiers, avec la complicité active de l'armée israélienne, dont les tirs ont tué plus de 1 000 Palestiniens et blessé 10 000 autres. Dans le même temps, 36 000 Palestiniens étaient expulsés de leurs terres et de leurs maisons. À ces souffrances s'ajoutent les conséquences de la fermeture du marché du travail israélien, qui a privé 140 000 travailleurs de leur salaire. Épuiser la population avec l'objectif de la contraindre à partir est un projet fou poussé par l'extrême droite, qui veut créer les conditions propices à une annexion du territoire.

La colonisation a nourri le terreau sur lequel des partis ultra nationalistes et religieux ont prospéré. Bezalel Smotrich, chef du parti Sionisme religieux et ministre des Finances de Netanyahu, et Itamar Ben-Gvir, chef du parti suprémaciste Puissance juive et ministre de la Sécurité nationale, sont ouvertement partisans d'une annexion de la Cisjordanie, rebaptisée « Judée-Samarie », pour donner une légitimité biblique aux exactions des colons. En s'appuyant sur eux pour constituer sa coalition gouvernementale, Netanyahu n'a pas seulement sauvé son poste, il leur a donné la possibilité de populariser encore leurs thèses racistes, guerrières et annexionnistes.

En définitive, pour Netanyahu et ses alliés d'extrême droite, le 7 octobre 2023 et la réélection de Donald Trump en novembre 2024 ont constitué une double opportunité qui leur a permis de donner libre cours à leur agressivité. De son côté, Trump avait rompu en 2017 l'accord sur le nucléaire iranien rejeté par Netanyahu, car il pouvait permettre à l'Iran de s'ouvrir et de se renforcer économiquement. Puis il avait gelé l'aide financière aux Palestiniens, et reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël. En 2019, il avait reconnu également la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien, et, en 2020, celle



En juillet 2024, des colons attaquent la ville de Huwara (Cisjordanie).



Benjamin Netanyahu et Bezael Smotrich, le 23 février.

sur les colonies de Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Sa politique prétendait apporter la paix, dans le cadre des accords d'Abraham, qui normalisaient les relations entre Israël et quatre pays arabes : le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Soudan et le Maroc.

Aujourd'hui, l'idée d'un « Grand Israël » et de l'expulsion des Palestiniens, relayée par Trump et ses représentants, fait des progrès dans les esprits. Aucun pays arabe voisin ne pouvant accepter d'accueillir les déportés palestiniens, un exode au Somaliland, qu'Israël est le premier État à avoir reconnu, est même envisagé. Ainsi, l'ambassadeur américain en Israël, Mike Huckabee, a déclaré sans aucune retenue qu'au nom d'un droit biblique, Israël pouvait prendre possession de la totalité d'un territoire allant du Nil à l'Euphrate !

L'expansionnisme guerrier d'Israël est encouragé par l'impérialisme américain, qui voit en lui son allié le plus fiable pouvant devenir le maître incontesté du Moyen-Orient.

UNE POPULATION PRISE DANS L'ENGRENAGE GUERRIER

La prolongation de la guerre a fait les affaires de Netanyahu, qui a vu s'éloigner le moment de rendre des comptes à la justice. Massivement contesté avant le 7 octobre 2023 pour un projet de réforme de la justice perçu

comme une atteinte aux droits démocratiques, il est parvenu à resserrer les rangs derrière lui grâce à la guerre.

« *Il faut finir le travail, éradiquer le Hezbollah, abattre le régime des Mollah, et le peuple israélien vivra en paix.* » À partir du 28 février, ce discours repris par l'ensemble des responsables politiques et les chefs de l'armée est passé en boucle sur les plateaux de télévision. Si bien que, selon les sondages réalisés fin mars, 93 % de la population juive israélienne soutenait ces nouvelles guerres, en Iran et au Liban. Sous le coup de la propagande, une grande partie de la population est convaincue qu'Israël combat pour lui assurer la paix. Même si c'est son armée qui attaque en premier, c'est selon elle de la légitime défense. L'usage de la force serait le seul moyen d'assurer la survie du pays.

Pourtant, après la guerre de novembre 2024 menée au Liban contre le Hezbollah, qui a détruit 80 % de son armement et anéanti son commandement, le Hezbollah ne représentait pas une menace sérieuse pour l'État hébreu. Et, selon Joe Kent, le directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme des États-Unis, il n'y avait « aucune preuve d'une menace imminente d'agression iranienne ». D'autant que la guerre israélo-américaine de douze jours avait anéanti l'aviation iranienne et réduit ses capacités nucléaires. Le risque qu'une bombe nucléaire iranienne tombe sur la tête des Israéliens était nul. Mais

Netanyahu avait intérêt à ce que la population israélienne pense le contraire afin qu'elle adhère à la poursuite de la guerre.

Le 8 avril, quand les États-Unis ont conclu un cessez-le-feu avec l'Iran, les dirigeants iraniens l'ont conditionné à une trêve au Liban, que Trump a imposée à Netanyahu, sans qu'Israël ait été convié à la table des négociations. Dans une surenchère guerrière, les principaux opposants de Netanyahu, Naftali Bennett, situé à droite et Yair Lapid, au centre, ont qualifié cette trêve avec l'Iran de désastre politique. Unis en vue des élections de l'automne prochain, ils tentent ainsi de se démarquer de Netanyahu et de gagner des points au sein d'une population qui semble souhaiter majoritairement la poursuite de la guerre. Car, malgré les sacrifices, la lassitude de la guerre et la peur de voir ses enfants mourir, elle veut, sans doute, croire encore aux promesses de paix et de sécurité définitive, une fois « le travail fini ».

UN ÉTAT CITADELLE POUR REDESSINER LE MOYEN-ORIENT

S'appuyant sur ce climat sécuritaire, l'État hébreu a été capable de mobiliser sa population autour d'une armée composée de 169 500 soldats actifs et d'une réserve de 465 000 hommes. Pour une population de 10 millions d'habitants, c'est un effort de guerre considérable, surtout si l'on prend en compte le fait que 2,1 millions d'Arabes israéliens sont écartés du service militaire et que les Juifs orthodoxes en sont, de fait, exemptés.

Dimanche 1^{er} mars, au lendemain de l'attaque israélo-américaine en Iran, Israël a battu le rappel de 100 000 réservistes âgés de 25 à 40 ans, en plus des 50 000 déjà mobilisés sur les fronts du Liban, de la Syrie, de Gaza et de Cisjordanie.

Ces guerres, Israël ne pourrait les mener sans l'aide américaine. Il est le seul État du Moyen-Orient à posséder des chasseurs F-35 et à pouvoir compter sur des centaines de tonnes de matériel

militaire expédié par les États-Unis. Quant à l'aide financière, elle s'élève à 3,8 milliards de dollars par an, complétée par l'aide exceptionnelle estimée entre 16 et 22 milliards ces deux dernières années.

Fort du soutien des puissances impérialistes, Netanyahu et sa bande de ministres d'extrême droite peuvent en toute impunité poursuivre leurs objectifs, qui n'ont rien à voir avec la sécurité de la population d'Israël. Le but de cette dernière guerre était d'affaiblir durablement l'Iran pour le transformer en une colonie soumise, à la manière de la Syrie, afin de modifier l'équilibre des forces régionales en faveur d'Israël. La « menace existentielle » est un prétexte pour imposer son hégémonie au Moyen-Orient et redessiner de nouvelles frontières au profit du territoire israélien, y compris par des annexions.

Ainsi, en décembre 2024, l'armée israélienne a profité de la chute du régime de Bachar el-Assad, à laquelle elle avait œuvré, pour occuper des territoires en Syrie. Cyniquement, elle s'est posée en défenseur des Druzes contre les exactions des groupes sunnites, pour s'emparer d'une « zone tampon » autour du plateau du Golan syrien, dont l'occupation en 1967 a ouvert la voie à sa colonisation et à son annexion en 1981.

Au Liban, Israël a transposé ses méthodes de guerre éprouvées dans l'enclave

palestinienne : bombardements intensifs, invasion terrestre, déplacement de 1,2 million de Libanais, destructions d'infrastructures et d'habitations pour empêcher le retour des habitants. L'armée israélienne, qui n'a cessé de violer le cessez-le-feu de 2024, a aussi poursuivi ses bombardements après la trêve conclue le 16 avril 2026. Après avoir détruit les ponts sur le fleuve Litani, isolant le Sud-Liban du reste du pays, elle occupe cette région sur une profondeur d'une dizaine de kilomètres, en la délimitant par une ligne jaune s'étendant de la Méditerranée jusqu'à la frontière libano-syrienne. Villes et villages rayés de la carte, troupeaux abattus, systèmes d'irrigation, vergers et oliveraies détruits, tout a été mis en œuvre pour rendre ces terres invivables et empêcher le retour de centaines de milliers de déplacés. Les « zones tampon » établies par Israël sont un enfer pour les Libanais.

En contrôlant une portion du fleuve Litani, Israël a aussi les moyens de le détourner pour alimenter en eau les colonies de Cisjordanie. Des ports de pêche ont été bombardés, et le blocus maritime imposé au Sud-Liban depuis le 2 mars n'a pas été levé. Les frontières maritimes sont aussi un des enjeux de la guerre, les repousser permettrait à l'État hébreu de contrôler des gisements de gaz non exploités situés au large du Liban. Le

contrôle de l'énergie et de l'eau n'est pas le seul moyen de pression politique d'Israël. Ainsi, bombarder délibérément les régions chrétienne et sunnite, où s'étaient réfugiés les déplacés majoritairement chiites, supposés acquis au Hezbollah, est un moyen d'attiser les clivages communautaires, et laisse planer un retour à la guerre civile.

La population israélienne, elle aussi, ne ressort pas indemne de ces trente et un mois de guerre : des populations du Nord ont été déplacées, elle connaît la crainte des bombardements, près de mille soldats ont été tués, des milliers blessés, et une partie de la jeunesse mobilisée a été traumatisée par la barbarie de la guerre.

PROFITS DE GUERRE POUR LES UNS ET SACRIFICES POUR LES AUTRES

La guerre a également perturbé et réorienté toute l'économie. Le secteur du tourisme s'est effondré, et la suspension des permis de travail de près de 200 000 ouvriers palestiniens de Gaza et de Cisjordanie a fortement affecté les secteurs du bâtiment et de l'agriculture. Dans les entreprises, l'arrivée de travailleurs asiatiques ne compense pas l'absence des réservistes.

Le 30 mars, le Parlement a voté une rallonge de 9 milliards de dollars pour un budget militaire qui atteint 45 milliards. Ce budget profite d'abord aux entreprises de haute technologie et de l'armement. Ainsi, en mars, Elbit Systems, spécialisé dans la fabrication de drones, a annoncé un chiffre d'affaires de 28 milliards de dollars. Israël Aerospace Industries affiche un carnet de commandes de 29 milliards de dollars. Rafael, le spécialiste des antimissiles, qui a mis au point le « dôme de fer », a réalisé la moitié de ses ventes sur le marché international, pour plus de 17 milliards de dollars.

Ces entreprises ont gagné des marchés dans le monde entier. Pour elles, la guerre constitue

REUTERS



Des habitants du Sud-Liban trouvent refuge à Beyrouth (avril 2026).

RAFAEL



Système de défense antiaérien conçu par l'entreprise israélienne Rafael.

une publicité à l'échelle planétaire. Elle n'est pas finie, mais les actionnaires de ces grands groupes en sont d'ores et déjà les grands gagnants.

Pendant ce temps, les classes populaires subissent des sacrifices sans fin. Ainsi, Bezalel Smotrich, le ministre des Finances ultraorthodoxe, veut encore augmenter les impôts et tailler dans les budgets de l'éducation, de la santé et des transports publics. L'école publique est privée de moyens, mais Smotrich a pris soin d'accorder une rallonge budgétaire de 652 millions de dollars aux écoles privées qu'il contrôle, et de 252 millions aux institutions ultraorthodoxes pour financer l'implantation de colonies en Cisjordanie.

La mobilisation prolongée des réservistes a plongé dans des difficultés financières un tiers de leurs familles, car leur solde est loin de compenser la perte de salaire.

Augmentation de la précarité, gel des salaires, inflation des loyers, des prix de la nourriture, des transports et des services de base : de nombreuses familles sombrent dans la pauvreté. Plus de deux millions d'Israéliens vivaient sous le seuil de pauvreté en 2024, dont 880 000 enfants, soit plus d'un quart des enfants du pays.

LA GUERRE, FACTEUR D'ORDRE SOCIAL ET CIMENT D'UNE SOCIÉTÉ FRAGMENTÉE

Israël contribue au morcellement du Moyen-Orient, mais la cohésion de sa propre société n'est qu'apparente. L'union sacrée née de la guerre donne l'illusion que sa population est un bloc dont tous les membres seraient animés par les mêmes idées et les mêmes intérêts. En réalité, la société connaît de multiples fractures : politiques, religieuses et sociales.

Il s'agit d'une société où s'opposent les Juifs d'Israël aux colons juifs des territoires occupés, les laïcs aux religieux suprémacistes. 1,2 million d'ultraorthodoxes cristallisent la colère, car ils poussent à la guerre, alors qu'eux-mêmes ne travaillent pas et sont exemptés du service militaire. Par ailleurs, statuts, emplois et salaires ne sont pas les mêmes si l'on est un Juif venu d'Europe, des pays arabes ou d'Éthiopie, du Soudan ou de l'ex-URSS.

Près de deux millions de Palestiniens de nationalité israélienne sont considérés comme des citoyens de seconde zone, victimes de discrimination en matière d'accès à la santé, à l'emploi et aux services tout en étant essentiels dans certains secteurs de l'économie, à commencer par la

santé. Perçus encore plus comme une « menace intérieure », depuis le 7 octobre 2023, ils sont harcelés et une chape de plomb pèse sur eux.

La société israélienne est le théâtre d'une guerre sociale féroce. Le patronat et le gouvernement profitent du climat guerrier pour mettre au pas les travailleurs et imposer leurs conditions. En 2025, des grèves ont, malgré tout, touché le secteur public, notamment les enseignants, en colère contre les coupes budgétaires qui surchargent les classes. « On nous demande de tout donner aux enfants, mais avec l'inflation et les coupes, on peine à payer notre propre loyer et à nourrir notre famille », témoignait l'un d'entre eux.

La guerre est un puissant facteur d'ordre social. On a vu comment la riposte déclenchée après le 7 octobre a mis un terme à huit mois de contestation contre Netanyahu et sa réforme de la justice. Il est vrai que le sort des otages a donné lieu à des manifestations d'ampleur, exprimant une défiance à l'égard de Netanyahu, et une forme d'opposition à l'extrême droite, qui traitait les manifestants de traîtres. Durant deux ans, les manifestations hebdomadaires ont aussi permis à une minorité de dénoncer les atrocités commises à Gaza.

Au sein de l'armée, avant le cessez-le-feu à Gaza, des réservistes ou des engagés ont refusé de rejoindre leur unité ou de participer aux opérations militaires. Ces protestations sont restées certes minoritaires, mais, dans ce contexte belliqueux, il est heureux que certains aient eu le courage de s'opposer à leurs dirigeants.

Après la libération de tous les otages, il a été plus difficile pour les partisans de la paix de dénoncer la politique criminelle de leurs dirigeants. Le 31 janvier à Tel Aviv, ils ont pu réapparaître. Ce jour-là, des dizaines de milliers d'Arabes et de Juifs israéliens ont manifesté contre la mainmise des gangs sur les localités arabes. Ces trafiquants armés rackettent les commerçants et ont tué 250 personnes en 2025 avec la complicité de la police, indifférente au sort d'une population qu'elle méprise. Mais la

reprise de la guerre le 28 février a de nouveau étouffé ce mouvement qui tendait à dépasser les divisions communautaires, seule voie porteuse d'espoir.

DES GUERRES SANS ISSUE POUR LES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT

La guerre menée par Netanyahu s'insère dans l'offensive bien plus vaste menée par l'impérialisme américain pour contrôler les ressources, les détroits maritimes et ainsi conforter sa position hégémonique au Moyen-Orient. L'expansionnisme guerrier de Netanyahu et de ses ministres d'extrême droite a été un instrument au service des ambitions des États-Unis dans la région. Réciproquement, l'agressivité et l'aventurisme de Trump ont été une opportunité pour Netanyahu, qui a intérêt à la poursuite de la guerre.

Grâce au soutien américain, Israël peut afficher une supériorité militaire écrasante, elle



MARTIN BARZILAI

Manifestation contre l'incarcération de Daniel Schultz, jeune femme qui a refusé de servir dans l'armée israélienne (23 octobre 2025).

s'impose comme une puissance contre ses voisins arabes, sa guerre est pourtant sans véritable issue. Après deux ans et demi de guerre, bien que le Hamas et le Hezbollah aient subi des pertes sévères, ceux-ci n'ont pas été éradiqués. Au contraire, leur présence au sein de leur population respective demeure. L'État israélien et les États-Unis, en détruisant des pays entiers, en écrasant des peuples, font naître des générations de révoltés qui ne voient pas d'autre issue que

de rejoindre les rangs d'organisations proposant de combattre la puissance qui les massacre. On a vu comment la destruction de l'Irak avait fait naître l'organisation de l'État islamique, Daesh.

Transformée en mercenaire pour des intérêts qui ne sont pas les siens, la population israélienne est condamnée à vivre dans un environnement hostile et à supporter le poids de guerres qui ne lui apportent ni paix ni sécurité.

29 avril 2026



GILAD MAYSHAR

Des Israéliens juifs et arabes manifestent contre « la guerre d'extermination et de famine » à Gaza (Tel-Aviv, 23 août 2025).



États-Unis : la situation dans le pays et sa politique impérialiste

Les articles ci-dessous sont adaptés des textes d'orientation du congrès de 2026 de l'organisation trotskyste américaine *The Spark*, à paraître dans la revue *Class Struggle*. Ces textes ont été rédigés au mois de mars, avant la poussée inflationniste consécutive à la guerre contre l'Iran et à la fermeture du détroit d'Ormuz.

La situation économique et sociale

À l'approche des élections de mi-mandat à l'automne, le Parti démocrate comme le Parti républicain axent leur campagne sur ce qu'ils appellent « la crise du coût de la vie ». Qualifier ainsi la situation actuelle est un euphémisme. Comme s'il s'agissait simplement de se priver de son *latte macchiato* du matin ou de son abonnement Netflix ! Parler de cette crise permet au personnel politique de multiplier les promesses creuses. Mais la réalité, ce sont des prix qui ont explosé pour les biens de première nécessité tels que le logement, la santé, l'alimentation et les transports, les rendant inaccessibles pour des pans entiers de la classe ouvrière.

Sur les quarante dernières années, les loyers ont augmenté bien plus vite que les salaires. Actuellement, plus de 12 millions de ménages restreignent fortement leur consommation du fait du niveau des prix. Ils consacrent la moitié de leurs revenus, voire plus, à payer leur loyer et les factures énergétiques, ce qui leur laisse peu pour le reste. Les augmentations de loyer ont également entraîné un fort accroissement du nombre de personnes sans abri. Des millions de travailleurs de la construction, des services ou du commerce n'ont plus de domicile fixe : ils vivent

dans leur voiture, dans des abris ou dans des motels, avec leur famille. À l'échelle du pays, près de deux millions d'enfants sont comptabilisés comme sans abri par les districts scolaires. Des experts considèrent qu'il s'agit de la partie émergée de l'iceberg. En outre, plus de la moitié des sans-abri sont des personnes âgées. Lorsque les salariés mal payés ne sont plus aptes à travailler, la plupart ne touchent pas une pension de retraite suffisante pour payer un loyer.

Cette crise trouve notamment sa source dans le fait qu'il n'est

pas rentable pour les entreprises du BTP de construire des logements bon marché. Elle est aggravée par le fait qu'une bonne partie des logements existants sont rachetés par des grands groupes financiers spéculant dans l'immobilier. Des millions de maisons individuelles, d'immeubles résidentiels locatifs et d'emplacements de mobile-homes sont concernés. Dans le même temps, dans la plupart des agglomérations, les rares logements restés accessibles sont démolis pour faire place à des complexes immobiliers de luxe, ne laissant

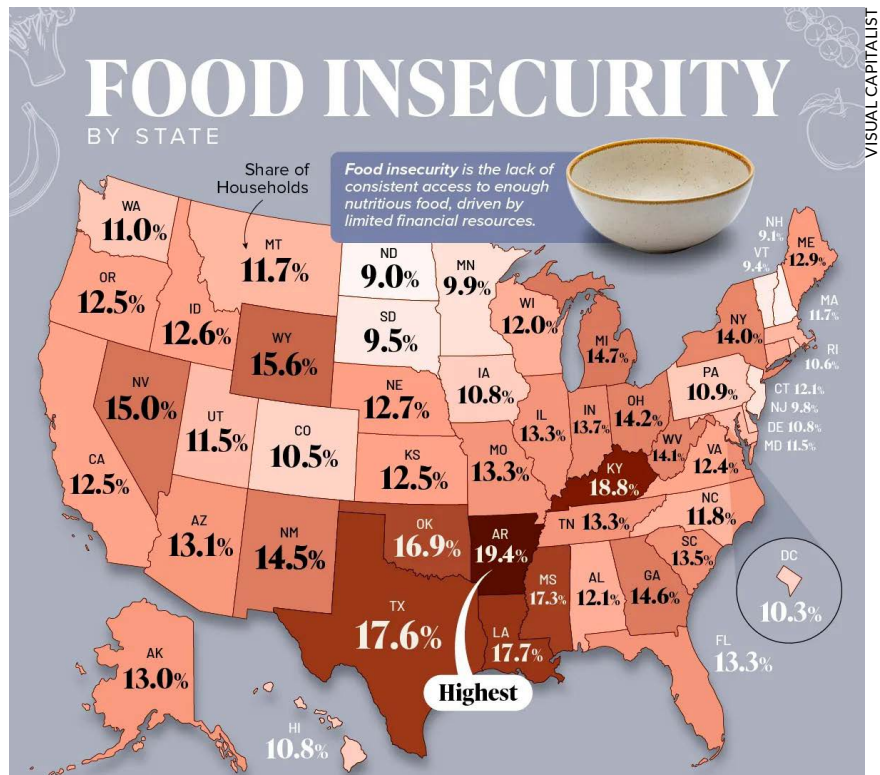


Un camp de sans-abri à San Francisco en août 2023.

presque rien pour le reste de la population.

La santé traverse également une crise dramatique. Les coûts y ont littéralement explosé, à un rythme trois fois plus rapide que celui de l'augmentation des salaires. Résultat, environ 16 millions de personnes âgées de 18 à 64 ans sont privées de couverture médicale. Dans des secteurs qui font d'énormes profits, comme l'agriculture, la construction et l'hôtellerie, la proportion des travailleurs sans couverture santé est très élevée. Mais la crise ne s'arrête pas là. En effet, posséder une assurance santé ne garantit pas d'avoir accès aux soins, car plus de 100 millions de travailleurs ont une assurance « inappropriée ». Des millions de personnes sont bel et bien assurées mais reportent des soins du fait d'un reste à charge ou d'une franchise trop élevés. Ces personnes finissent souvent par s'endetter pour se soigner. Cette situation force un tiers des adultes aux États-Unis à réduire leurs dépenses alimentaires ou énergétiques pour couvrir leurs frais de santé. Et ils sont la moitié à reporter des étapes importantes de leur vie telles que changer d'emploi ou avoir des enfants en raison de la hausse des frais médicaux.

La santé devient de plus en plus une pompe à fric contrôlée par une poignée de grandes entreprises telles que United-Health Group, Elevance Health (anciennement Anthem), CVS (Aetna) et Centene Corporation. Ces entreprises étaient initialement des compagnies d'assurance qui ont racheté des acteurs en amont et en aval de leurs activités pour former des monopoles qui dominent pratiquement tous les aspects de la santé. La plus grande d'entre elles, UnitedHealth Group, est désormais la quatrième entreprise des États-Unis pour ce qui est du chiffre d'affaires, et la septième au niveau mondial. Ses tentacules s'étendent de l'assurance à l'industrie pharmaceutique, des soins cliniques au traitement des données. Elle possède 3 000 filiales. L'une d'elles, Optimum Health, emploie 10 % de tous les médecins travaillant aux États-Unis.



Le pourcentage des foyers en insécurité alimentaire par État.

Le prix des denrées alimentaires a également atteint des niveaux stratosphériques ces cinq dernières années, augmentant à des rythmes bien supérieurs à l'inflation. D'après les chiffres du gouvernement lui-même, près de 50 millions de personnes, dont 15 millions d'enfants, sont « en situation d'insécurité alimentaire », c'est-à-dire qu'ils n'ont pas suffisamment de ressources pour se nourrir régulièrement. Les hausses de prix sont imposées par une poignée d'entreprises qui dominent l'agroalimentaire, de la production à la vente de produits agricoles, de semences, d'engrais et de machines. Ces monopoles sont eux-mêmes dominés par des investisseurs internationaux tels que BlackRock et Vanguard, qui sont des actionnaires importants dans pratiquement toutes les entreprises du secteur et consolident ainsi leur influence.

Enfin, 104 millions de personnes habitant aux États-Unis n'ont pas accès à un moyen de transport fiable car elles ne peuvent pas s'acheter une voiture, dans un pays pratiquement dépourvu de transports en commun. C'est d'autant plus problématique que le coût du logement oblige de plus en plus de travailleurs à vivre loin des centres

économiques où ils peuvent trouver un emploi ou emmener leurs enfants à l'école. Le prix d'une voiture neuve est si élevé (plus de 50 000 dollars en moyenne, sans compter les intérêts des emprunts) qu'il est devenu prohibitif pour 80 % de la population. Même les voitures d'occasion sont vendues en moyenne 25 000 dollars, ce qui les met hors de portée de la plupart des gens. Le prix moyen d'une voiture d'occasion est aujourd'hui plus élevé que celui d'une voiture neuve il y a 15 ans. Les autres coûts associés à la possession d'une voiture sont également montés en flèche car les grands groupes qui dominent le secteur des pièces détachées et les assurances, ainsi que la vente de pneus, d'accessoires et de carburant, ont imposé des hausses de prix énormes.

En conséquence, des dizaines de millions de travailleurs ayant des journées de travail longues ne peuvent plus s'acheter des biens de première nécessité, et la plus grande partie des autres luttent non seulement pour garder la tête hors de l'eau mais, en cas d'événement imprévu, pour simplement rester en vie. La classe ouvrière, qui produit tout et fait tout tourner dans ce pays, est menacée de paupérisation.

BOURGEOISIE : L'EXPLOSION DES PROFITS

Pendant ce temps, la bourgeoisie a considérablement accru ses bénéfices et sa richesse. « *L'augmentation des profits et des cours en Bourse transfère une part croissante du PIB vers les entreprises, leurs hauts cadres et les actionnaires* », titrait le *Wall Street Journal* le 12 février. L'article indiquait que les profits absorbent aujourd'hui deux fois plus de la richesse produite que dans les années 1980, et que ces profits ont été pris directement sur ce qu'il appelle « *la rémunération des salariés* ». La part des salaires dans la valeur ajoutée en a été fortement réduite.

Actuellement, une toute petite minorité accumule des richesses inimaginables. D'après le *New York Times* du 2 mars, les 1 % les plus riches détiennent plus de 55 000 milliards de dollars, soit davantage que le PIB annuel des États-Unis et de la Chine réunies. Au sommet, le nombre de milliardaires est passé de 269 en 2000 à plus de 900 en 2025, dont 88 nouveaux milliardaires l'année dernière. La fortune d'Elon Musk, le plus riche d'entre eux, approche maintenant les 1 000 milliards de dollars.

Cette croissance stupéfiante de la richesse de la classe capitaliste est directement liée à l'appauvrissement rapide de la classe ouvrière. Les capitalistes continuent de construire leur richesse en détruisant le niveau de vie des travailleurs, entraînant une dégradation et un déclin encore plus marqués pour la plus grande partie de la population et pour la société dans son ensemble.

Cette aggravation de la situation des travailleurs découle directement du fonctionnement du système capitaliste. C'est ce que Marx analysait en 1865 dans sa brochure *Salaires, prix et profit*, alors même que le capitalisme était encore en pleine croissance : « *Le développement même de l'industrie moderne doit nécessairement faire pencher toujours davantage la balance en faveur du capitaliste contre l'ouvrier et [...], par conséquent, la tendance générale de la production capitaliste*



Une brochette de milliardaires, lors de l'investiture de Trump en janvier 2025.

n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. »

Si Marx affirmait que les travailleurs ne doivent jamais cesser de résister aux « *atteintes du capital* », il ajoutait : « *Les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que contenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par les escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : "Abolition du salariat".* »

Cette conclusion est encore plus pertinente aujourd'hui, dans cette période de dégénérescence du capitalisme. Elle rappelle aux travailleurs que les réformes et les luttes du quotidien ne peuvent pas empêcher

la misère que le capitalisme leur impose. Dans le même temps, elle ouvre la perspective du renversement du capitalisme par la classe ouvrière, pour construire une nouvelle société.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LES EMPLOIS

Certains affirment que l'introduction de l'intelligence artificielle (IA) dans le monde du travail constitue une grande menace contre la classe ouvrière. L'IA est déjà accusée d'être à l'origine de licenciements de masse.

Pourtant, de nombreuses études montrent que les entreprises se servent de l'IA comme d'un prétexte bienvenu pour réduire leurs effectifs. Un rapport de recherche de l'institut Oxford Economics concluait en janvier : « *En présentant les licenciements comme provoqués par des facteurs technologiques, les entreprises peuvent se donner une image d'innovatrices au lieu d'apparaître comme se débattant avec le repli d'un cycle conjoncturel.* » En prétendant à cor et à cri qu'elles utilisent l'IA, les entreprises veulent donc inciter des spéculateurs à acheter leurs actions pour faire monter leur cours en Bourse. Et bien sûr, elles en usent aussi comme d'un prétexte pour geler les embauches et répandre la crainte et l'appréhension chez les travailleurs, afin qu'ils acceptent une

augmentation de leur charge de travail.

L'affirmation de nombreux médias selon laquelle l'IA serait responsable d'une « croissance sans emplois » est également dénuée de tout fondement. Ils entendent par cette expression la pénurie d'emplois, notamment pour les jeunes qui n'ont pas encore d'expérience, alors même que les profits et la richesse de la bourgeoisie continuent d'atteindre des sommets.

LES RAVAGES D'UN SYSTÈME

En l'espèce, ce n'est pas la technologie qu'il faut incriminer, mais le fait que les capitalistes l'utilisent dans leur propre intérêt, pour accroître leur pouvoir et leur richesse, aux dépens de la classe ouvrière et de toute la population. Un pistolet peut être utilisé pour tuer des gens, mais aussi pour se défendre et se libérer. C'est un simple outil, et son utilisation dépend de la personne qui l'utilise. Il en est de même pour l'IA. Ce n'est qu'un outil, et il est trop tôt pour savoir s'il pourra être utile à l'humanité. Mais aujourd'hui, les travailleurs ont toutes les raisons de craindre la manière dont les capitalistes vont se servir de l'IA et de penser qu'ils le paieront avec leurs emplois.

L'histoire fournit des exemples d'évolution comparable, quand

les capitalistes utilisèrent de nouvelles techniques pour supprimer des emplois au point de détruire des secteurs entiers. Les travailleurs n'y perdirent pas seulement leur emploi, mais leur existence entière fut ramenée des décennies en arrière. Mais cela ne signifie pas que le nombre d'emplois à l'échelle de l'ensemble de l'économie diminuait, car de nouveaux emplois apparaissaient dans d'autres secteurs. Marx notait en 1867 (*Le Capital*, livre 1, chapitre 15, section VI) : « *Du moment où la machine rejette du métier ou de la manufacture une partie des ouvriers jusque-là occupés, ce nouveau flot de conscrits industriels est détourné de sa destination et va peu à peu se décharger dans d'autres industries, mais les premières victimes pâtiennent et périssent pendant la période de transition.* »

C'est ce qui n'a cessé de se produire aux États-Unis. Au début du 20^e siècle, plus de la moitié de la population tirait encore ses moyens d'existence de l'agriculture. Puis, à cause de la mécanisation, les agriculteurs, les ouvriers agricoles et les métayers changèrent d'exploitation, voire quittèrent la campagne pour chercher du travail dans les villes. Beaucoup ne trouvèrent jamais un emploi stable. Mais d'autres se retrouvèrent dans des branches qui n'existaient pas avant, à commencer par les industries de production et de transformation qui naissaient

dans les grandes villes. Puis, lorsque les capitalistes, profitant des gains de productivité, se débarrassèrent de nombreux emplois industriels, de nouveaux emplois apparurent dans le secteur des services en pleine croissance. Aujourd'hui, 60 % de la population active aux États-Unis occupe des emplois qui n'existaient pas en 1940.

Ce processus n'est pas automatique. Il l'est encore moins en cette période de crise aggravée, hantée par le spectre d'un effondrement économique généralisé, la course aux armements et la menace d'une nouvelle guerre mondiale. Le problème ne réside pas dans la technologie mais dans les acteurs qui la contrôlent. Aujourd'hui, la technologie est dans les mains de la bourgeoisie.

Telle est l'impasse dans laquelle le capitalisme mène la société et, avec elle, celles et ceux qui produisent les biens et les services dont la population a besoin pour vivre. Mais il ne suffit pas à la classe ouvrière d'avoir conscience des désastres dont le capitalisme est porteur. Il lui faut prendre conscience de sa capacité à se libérer, et par là même à libérer toute la société, du piège du capitalisme. Même si nous sommes très peu nombreux, c'est cette nécessité qui justifie notre existence et l'existence de celles et ceux qui travaillent à faire naître un parti révolutionnaire.

Avril 2026

Les États-Unis à l'heure de la troisième guerre mondiale

Il se peut que la guerre israélo-américaine contre l'Iran ait été déclenchée par Netanyahu, qui aurait flatté un Trump vaniteux et l'aurait entraîné par la ruse dans une guerre voulue par Israël. Il se pourrait aussi que cette guerre ait été déclenchée par Trump, comme un de ces coups d'escroc dont il se vante dans *L'art du deal* (« *Nous arrêtons de vous bombarder si vous vous rendez.* ») Il se pourrait encore que cette guerre, baptisée Fureur épique par Trump, soit une nouvelle diversion spectaculaire, parmi les centaines auxquelles Trump s'est adonné depuis sa prise de fonctions, pour

faire oublier l'affaire Epstein. Ou bien est-ce le résultat d'une contrariété personnelle, un pied de nez décidé parce qu'il pensait avoir été privé injustement du prix Nobel de la paix ?

Ces inepties et bien d'autres s'étalent dans les éditoriaux de la presse qui sert de porte-voix à la bourgeoisie américaine, du type *New York Times* et consorts. Oui, Trump et Netanyahu sont des malades égocentriques, et pire encore. Mais la psychologie de comptoir ne peut expliquer pourquoi l'impérialisme US, le plus grand, le plus puissant, jouissant d'une prépondérance absolue, a décidé de se lancer dans une

guerre qui signifie de fait que nous sommes entrés dans la troisième guerre mondiale.

Cette dernière guerre en date contre l'Iran est qualifiée de « guerre choisie ». Ce qui semble déranger les commentateurs, c'est que les États-Unis n'étaient pas obligés d'entrer en guerre contre l'Iran. Les États-Unis n'étaient pas attaqués. Il n'y avait pas de menace d'attaque immédiate. Même le chef du renseignement américain, nommé par Trump, a affirmé devant le Congrès qu'il n'y avait aucune indication de menace prévisible. Mais l'impérialisme américain est entré en guerre. Il

AP PHOTOS/KEVIN WOLF



Le ministre de la Guerre, Pete Hegseth, entouré de membres de l'état-major de l'armée américaine (avril 2026).

l'a choisi, sans y être entraîné. Il a fait le choix, absolument libre et conscient, d'entrer en guerre.

En d'autres termes, le choix d'entrer en guerre contre l'Iran était un choix dicté par des considérations politiques, pas seulement par Trump, mais par l'État américain. Il s'agit de la clé de voûte d'une offensive mondiale, à longue portée, de l'impérialisme étasunien, conçue pour soumettre les pays qui avaient été tentés de mener une politique un tant soit peu indépendante. L'attaque contre l'Iran, comme celle contre le Venezuela qui l'avait précédée, est une manière de faire place nette pour les batailles à venir, c'est-à-dire pour la guerre qui est d'ores et déjà en train de se généraliser, la nouvelle guerre mondiale.

GUERRES EN COURS, ET À VENIR

Selon le journal britannique *The Guardian*, il n'y a jamais eu autant de pays dont les troupes combattent en dehors de leurs frontières depuis la Deuxième Guerre mondiale. Rien qu'en 2025, les États-Unis ont bombardé sept pays : le Yémen, la Somalie, l'Iran (déjà), la Syrie, l'Irak, le Nigeria, le Venezuela. Les forces spéciales américaines ont aussi exécuté des raids en Colombie et au Mexique, en plus de l'enlèvement du président Maduro. Cuba a été privé du pétrole

vénuélien et iranien, alors que Trump déclarait : « *Je crois que j'aurai l'honneur de prendre Cuba d'une manière ou d'une autre [...]. Je crois que je peux faire ce que je veux avec.* » Ce n'est peut-être qu'une des « tactiques de négociation » de Trump, comme ses prétentions à s'emparer du Canada ou du Groenland, à moins que ce ne soit une menace plus directe comme celles adressées à l'Iran et au Venezuela alors qu'il prétendait négocier avec eux.

Ces agressions militaires se sont produites dans la foulée de deux guerres toujours en cours, l'une qui a affaibli la Russie, l'autre qui a renforcé le contrôle d'Israël sur le Moyen-Orient. Ces guerres ont été déclenchées d'une part par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui tentait de briser l'étranglement qu'elle subissait de la part de l'OTAN, d'autre part par l'attaque du Hamas contre des civils israéliens. Peu importe qui a « commencé la guerre » en Ukraine : après quatre ans de conflit, l'armée russe a été amaigrie jusqu'à l'os par les immenses pertes humaines au combat, et la dette de l'État a étouffé le système financier russe. Quant à la dévastation de Gaza, elle a renforcé la menace que représente Israël pour le Moyen-Orient.

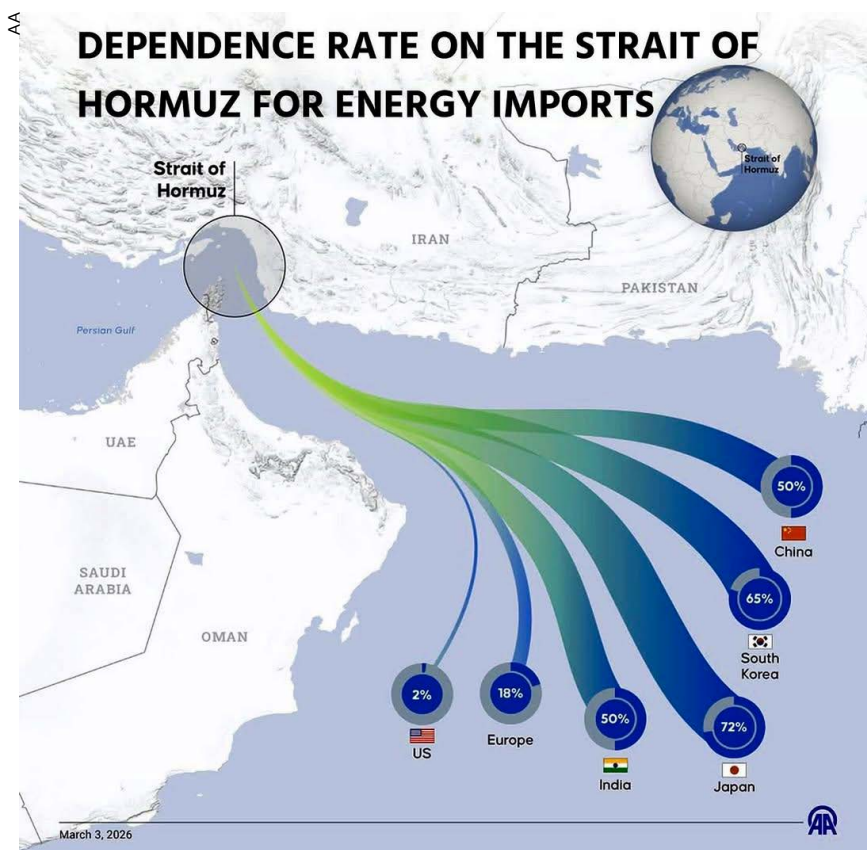
Une question reste ouverte : où va mener l'antagonisme entre les États-Unis et la Chine ? La Chine est certes un partenaire commercial essentiel pour les États-Unis, mais c'est aussi leur concurrent le plus important.

Cette contradiction n'est pas encore allée à son terme, mais elle n'en est pas moins cruciale. La Chine n'a certes pas été entraînée directement dans la dernière guerre en date au Moyen-Orient, mais elle en subit les répercussions. En paralysant le Venezuela et l'Iran, Trump voulait contrôler où va leur pétrole, et l'empêcher d'approvisionner la Chine. Après la première offensive contre l'Iran il y a neuf mois, et plus encore après l'attaque contre le Venezuela, la Chine en a tiré les conclusions qui s'imposaient et a fait des stocks de pétrole pour six mois. Mais les vues des États-Unis dépassent de loin ce court terme.

Dès le premier jour, la guerre au Moyen-Orient s'est étendue. Sous prétexte d'une supposée menace iranienne, Israël a eu recours à des bombardements massifs pour débarrasser le sud Liban du Hezbollah, et en chasser la population libanaise. L'Iran, victime d'une attaque crapuleuse, et incapable d'atteindre les États-Unis par ses moyens militaires, a entraîné les pays qui bordent le golfe Persique dans la guerre. Non seulement ils avaient fourni aux États-Unis des terrains pour leurs bases au Moyen-Orient, mais ils étaient un important centre de production gazière et pétrolière. Cela a aussitôt affecté la production agricole mondiale d'engrais et celle de l'hélium, utilisé pour la production de semi-conducteurs.

En bloquant le transport maritime dans le détroit d'Ormuz, l'Iran a fait de cette guerre une guerre économique, qui ne se contente pas de menacer les pays d'Afrique et d'Asie les plus dépendants du gaz issu du Moyen-Orient, mais risque aussi d'ébranler le système financier mondial, où le Moyen-Orient joue un rôle notable : Abu Dhabi et Dubaï sont parmi les centres financiers les plus importants du monde, des centres entièrement intégrés au système impérialiste.

Même si les États-Unis sont à l'abri d'une nouvelle pénurie de pétrole grâce à leur production domestique, il se pourrait bien que les soubresauts du commerce international leur reviennent en pleine face. Et ils pourraient se retrouver embourbés dans une guerre d'usure, une de ces



La dépendance des pays asiatiques au pétrole et au gaz transitant par le détroit d'Ormuz.

« guerres sans fin » que Trump avait promis d'épargner à sa base électorale.

La guerre qui se généralise à présent se développe dans le cadre d'une crise économique de longue durée. Malgré sa prédominance, le système financier américain n'a cessé d'accumuler de la dette. La part de la production de biens et de services diminue au sein de l'économie américaine, de plus en plus centrée sur la spéculation. La guerre est certes un produit nécessaire du capitalisme, une conséquence de la guerre économique, mais la guerre elle-même peut causer une aggravation de la crise économique.

La troisième guerre mondiale est issue des rapports de force existant aujourd'hui. Elle ne commence pas sous la forme d'une lutte entre différents impérialismes concurrents, s'affrontant pour le partage du reste du monde, comme les guerres mondiales précédentes. Les États-Unis, qui sont sortis de la Deuxième Guerre mondiale comme la puissance dominante en termes économiques et militaires, cherchent à préserver voire à renforcer cette domination sur le

reste du monde. Les alliances que les États-Unis formeront pour mener cette guerre ne seront pas nécessairement les mêmes que par le passé. Et il se peut qu'ils soient confrontés à des ennemis qui n'étaient pas alors dans le camp d'en face.

Depuis longtemps, les États-Unis dépensent plus pour la guerre que la plupart de leurs plus gros concurrents réunis. En 2024, les dépenses militaires des États-Unis équivalaient à celles des neuf principaux d'entre eux. Les sommes totales dépensées par les États-Unis en 2026 devaient s'approcher des mille milliards de dollars, avant que l'attaque contre l'Iran ne rebatte les cartes. Mais le budget de Trump pour 2027 prévoit une augmentation phénoménale de 50 % (source : Institut international d'études stratégiques).

MONTÉE DE L'AUTORITARISME

L'autre préparation en vue d'une guerre d'ampleur mondiale est la marche continue vers un régime plus autoritaire. Elle

prend aujourd'hui le visage de Trump, qui tente d'imprimer sa marque sur tout ce qu'il a à portée de main à Washington, y compris – c'est en projet – sur une pièce d'un dollar en or.

Trump a passé la première année de son second mandat à attaquer, à essayer d'isoler et de soumettre toute entité ou personne susceptible de représenter à sa politique : les cabinets d'avocats qui défendent des clients impopulaires, les avocats spécialisés dans les libertés civiles, les universités et leurs instituts de recherche, les enseignants du secteur public, les médias et leurs journalistes, les syndicats, les agences de régulation, et même les institutions culturelles comme le Kennedy Center ou les musées Smithsonian que gère le gouvernement fédéral. Les parcs nationaux ont été une cible de choix, étant donné qu'ils contiennent des traces de l'histoire de la guerre de Sécession, des attaques contre les Amérindiens, des guerres contre le Canada et le Mexique.

Trump s'est servi des agences fédérales comme de détectives privés, pour mettre la pression sur toute forme d'opposition. Par exemple, le fisc et l'administration fédérale du logement ont été utilisés pour monter une affaire de fraude visant le président de la Réserve fédérale.

Trump a inondé les tribunaux de poursuites pour dommages et intérêts ou d'enquêtes criminelles, certes condamnées à échouer, mais pas avant d'avoir coûté beaucoup de temps et d'argent aux individus ou aux organisations poursuivis – plus de 4 000 rien que depuis le début de ce mandat. La plupart ont été invalidées par des tribunaux de première instance, mais cela a pour seul résultat de renvoyer la procédure aux échelons supérieurs, et éventuellement à la Cour suprême, qui a découvert un nouveau moyen de soutenir Trump en s'abstenant de statuer sur les procès, et en refusant de prononcer des jugements définitifs.

Bien sûr, ce genre d'obstruction juridique n'a pas commencé avec Trump, mais il en a fait un art, comme il serait le premier à



Un raid de la police de l'immigration (ICE) à Baltimore, médiatisé par Fox News.

le dire s'il écrivait un nouveau livre – ou qu'il trouvait quelqu'un pour l'écrire à sa place. D'autre part, l'administration Trump n'a tenu aucun compte des injonctions des tribunaux à abandonner tel ou tel projet. Ainsi, la Sécurité intérieure expulse des gens avant toute audience.

Les rafles de migrants ont été transformées en spectacle télévisé. Chaque soir, les informations ont été remplies d'images chocs de rafles de migrants chez eux ou sur leur lieu de travail. Puis sont venus les meurtres aux airs d'exécution commis à Minneapolis. Ces actions, orchestrées

à la manière d'une campagne télévisée, visaient à terroriser les gens qui ne sont pas raflés. Malgré le côté sensationnel de ces rafles, il reste encore près de 15 millions d'immigrés sans papiers aux États-Unis : ceux qui travaillent dans l'agriculture en Californie ou dans les autres États de l'Ouest, dans les petits magasins à Chicago et dans les Midwest, dans les usines des fabricants automobiles asiatiques dans le Sud. L'importance de ces déportations ne réside pas dans leur nombre. En réalité, Obama a expulsé à un rythme plus élevé que Trump, mais Trump en a fait un spectacle.

Trump a fait un numéro d'équilibriste. Il a diffusé les images des rafles pour satisfaire l'envie qu'a sa base électorale de se débarrasser des étrangers qui « prennent le boulot des Américains ». Mais l'économie ne fonctionne que grâce au travail de millions d'immigrés, et cela limite sa marge de manœuvre.



Manifestation contre la répression orchestrée par le sénateur McCarthy en 1949.

Trump a reculé un peu après le fiasco de Minneapolis, mais il a toujours eu l'air de savoir jusqu'où il pouvait aller. Jusqu'à présent, la bourgeoisie américaine a donné peu d'indices laissant penser qu'elle pourrait mettre fin au numéro de Trump, car ses méthodes ont plutôt bien marché pour elle.

La question de l'ICE, la police de l'immigration, dépasse celle des immigrés qu'elle continue à rafler aujourd'hui. En théorie, l'armée a interdiction d'opérer sur le territoire national – même si elle l'a fait dans le passé, par exemple en réprimant une manifestation d'anciens combattants sans emploi en 1932 et pendant les émeutes urbaines de 1967. En envoyant des agents de l'ICE dans des villes selon son bon vouloir, sans la moindre justification légale, Trump a créé des précédents qui peuvent être utiles en cas de troubles sociaux. En construisant un nouveau réseau de camps de concentration à travers le pays, au mépris de toute notion de

droits civiques, Trump montre la voie dans laquelle la société s'avance.

Ce dont nous sommes témoins aujourd'hui n'est certainement pas le fascisme, terme souvent employé à tort. Ce n'est même pas comparable, pour l'instant, à la répression de l'ère McCarthy, quand beaucoup de gens ont été emprisonnés, ont perdu leur emploi, leurs allocations, des amis, leur nationalité américaine, voire se sont vu retirer leurs enfants à cause de leur engagement, ou à cause de l'engagement de leurs enfants adultes. Certains furent tués.

Mais l'autoritarisme actuel, quelles que soient les formes qu'il prendra à l'avenir, est en train de se renforcer et pourrait s'intensifier. Trump s'est déjà arrogé des pouvoirs détenus auparavant par des présidents en temps de guerre, en y ajoutant sa propre marque, en postant ses messages nocturnes sur Truth Social, un réseau social où la vérité (*truth*) se fait rare, mais où les menaces de violence

et de persécution judiciaire ont libre cours.

Jusqu'à présent, tout cela est resté, plus ou moins, dans les limites de la loi. Cela n'a pas empêché Trump de faire des déclarations qui pourraient être interprétées comme des appels à commettre des actes violents par certains de ses partisans, comme ceux qui ont envahi le Capitole le 6 janvier 2021. Marjorie Taylor Green, ex-fervente partisane de Trump, s'est ainsi retrouvée dans le viseur des diatribes de Trump : cette politicienne réactionnaire, que le président a qualifiée de déloyale, s'inquiète maintenant pour sa sécurité et celle de sa famille.

DU RESENTIMENT À LA MOBILISATION POPULAIRE ?

Depuis l'été, les Démocrates ont essayé de capitaliser sur le mécontentement populaire vis-à-vis de Trump. Ils ont organisé une journée de manifestation



Statue satirique de Trump et Epstein, installée près du Capitole à Washington (octobre 2025).



Manifestation anti-ICE à Minneapolis, en janvier 2026.

dans des villes de toutes tailles, même petites. Le but était de concentrer sur Trump la colère plus générale de la population, en la limitant à sa tentative présumée de s'ériger en dictateur. Bien que de nombreuses personnes aient manifesté avec des pancartes diverses, le slogan qui leur était commun était « *Pas de rois !* » (« *No Kings !* »).

Il est notable qu'aucune banderole ou affiche n'ait porté les couleurs du Parti démocrate. Les membres connus du Parti démocrate n'ont pas voulu apparaître comme les organisateurs. Était-ce une manière pour les Démocrates de mobiliser les électeurs contre Trump, à un moment où le soutien populaire pour les Démocrates était encore plus faible que l'approbation de Trump dans les sondages ? Peut-être.

Le ressentiment populaire contre Trump s'est manifesté dans les élections de novembre, même si c'était sur une échelle réduite, dans des élections locales. Un résultat plus que les autres a fait parler les médias et agité la gauche : des candidats qui s'intitulent les Démocrates socialistes d'Amérique

(DSA) ont remporté les élections aux mairies de New York et de Seattle. Quoi qu'ils aient pu vouloir dire avec cette étiquette, ils ont fait campagne en tant que Démocrates et se sont alignés sur les politiques menées par d'autres maires démocrates de gauche. Mais ce résultat a suffi à déclencher un torrent de vitriol de la part de Trump sur cette prétendue menace communiste – jusqu'à ce que Mamdani se rende à la Maison-Blanche et fasse la cour à Trump.

Pour finir, la base électorale de Trump semble se fissurer. L'élément déclencheur, pour les partisans du mouvement MAGA (Make America Great Again : « Rendre sa grandeur à l'Amérique »), a été les manœuvres de Trump pour empêcher la publication des dossiers Epstein. D'autres problèmes sont apparus, principalement le refus de Trump de renouveler les subventions aux assurances santé et l'extension de Medicaid, aide financière vitale en matière de services médicaux pour les personnes à revenu limité. Or les coupes dans la santé publique affectent de

manière disproportionnée les habitants des États dirigés par les Républicains.

Le malaise au sein de la base électorale de Trump s'est renforcé lorsque ses actions guerrières dans la Caraïbe ont heurté la tradition isolationniste profondément enracinée dans les régions rurales. En dépit de ses promesses de mettre fin aux guerres en cours et de ne pas en commencer de nouvelles, il y a eu d'abord le Venezuela, puis l'Iran. Des voix qui comptent dans le mouvement MAGA – dont Steve Bannon, Megyn Kelly, Tucker Carlson, Candace Owens et Joe Rogan – ont eu du mal à avaler ces guerres.

Il est difficile, sans relais directs au Texas, de se faire une idée concrète du prétendu « procès antifa » qui s'est tenu à Fort Worth. Mais on peut en tirer des conclusions. Le ministère de la Justice prétend qu'il existe une cellule antifasciste de neuf membres, récemment condamnés pour avoir fomenté des émeutes, utilisé des armes et des explosifs, apporté de l'aide à des terroristes, et pour une tentative d'assassinat contre un policier

et des agents du centre de détention de l'ICE à Prairieland. Sept autres ont plaidé coupable l'an dernier face à des accusations moins graves de soutien matériel à des terroristes, et témoigné au procès. L'un des condamnés, qui portait apparemment une arme à feu, légalement enregistrée – pas vraiment choquant au Texas – a tiré sur des agents, mais tous (sauf un) ont été accusés des mêmes faits.

Jusqu'à quel point se réclamaient-ils de l'antifascisme ? De fait, il existe des jeunes et des moins jeunes qui pensent pouvoir enrayer la montée des bandes racistes d'extrême droite par leurs propres moyens. Mais il s'agissait surtout d'un procès visant à utiliser tous les moyens possibles contre des personnes qui n'avaient sans doute commis qu'une fraction des actes qui leur étaient reprochés. À la fin du procès, la ministre de la Justice Pam Bondi [limogée depuis par Trump] a déclaré : « *Le verdict rendu aujourd'hui pour des accusations de terrorisme ne*

sera pas le dernier. » Trump a dit : « *Nous sommes en train de nous débarrasser de la gauche.* »

Mais l'importance des mobilisations à Minneapolis fut incomparablement plus grande. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici tous les événements, qui se sont déroulés sur des mois. Ils démontrent avant tout à quelle vitesse les gens peuvent s'organiser. On a vu en particulier la manière dont ils ont utilisé les organisations dont ils étaient déjà membres : associations de quartier ou professionnelles, églises, syndicats, clubs de lecture ou de jardinage, cours de toute nature, groupes de travail, etc. Leur action fut possible parce qu'ils avaient décidé d'agir. Certes, ils ont eu recours à internet et aux réseaux sociaux, mais ce qui leur a ouvert des possibilités, c'est tout ce qu'ils avaient fait avant que le mouvement ne démarre : les liens humains qu'ils avaient tissés, leurs activités communes, autrement dit leurs réseaux. Ce qui leur a permis de passer à l'action si

rapidement, c'est aussi, assurément, l'expérience que beaucoup avaient acquise pendant le mouvement consécutif à la mort de George Floyd, tué par un policier à Minneapolis en mai 2020.

Il n'y eut pas de soviets, loin de là. Ceux qui se sont organisés, même s'il s'agissait essentiellement de travailleurs, ne se posaient pas le problème en tant que travailleurs. Mais l'existence de cette organisation est ce qui distingue les événements de Minneapolis de ce qui s'était passé auparavant à Los Angeles ou Chicago.

Nous avons en partie prévu la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Mais en partie seulement. Au niveau pratique, nous entrons dans une situation qu'aucun d'entre nous n'a jamais connue. Raison de plus pour étudier – comme certains d'entre nous l'ont fait en mettant à profit le confinement pendant la pandémie de Covid – les expériences de ceux qui nous ont précédés.

23 mars 2026



Mai 1926 : il y a cent ans, la grève générale des travailleurs britanniques

Le texte ci-dessous est adapté d'un article du groupe trotskyste britannique Workers' Fight, à paraître dans le prochain numéro de leur périodique *Class Struggle*.

La grève de 1926 est la seule grève vraiment générale de l'histoire de la classe ouvrière britannique. Cent ans plus tard, même si elle n'a duré que neuf jours et s'est soldée par un échec, elle reste riche d'enseignements pour le camp des travailleurs et ses militants.

Cette grève de solidarité avec les mineurs, d'une ampleur sans précédent, s'inscrit dans le prolongement de luttes ouvrières répétées avant, pendant et après la Première Guerre mondiale. Comme le souligna Trotsky, la situation avait bien des traits prérévolutionnaires. D'un côté, la classe ouvrière ne supportait plus les conditions épouvantables auxquelles elle était soumise. De l'autre, la bourgeoisie britannique, confrontée à la récession d'une économie mondiale dans laquelle elle n'était plus hégémonique, cherchait coûte que coûte à maintenir ses profits. Cela signifiait écraser la résistance des travailleurs, donc inévitablement un conflit brutal.

Dans ces circonstances, une victoire ouvrière décisive n'aurait pu être obtenue qu'en renversant les capitalistes et en prenant le pouvoir. Au cœur d'un empire qui comprenait encore près d'un quart des habitants et territoires de la planète, son retentissement aurait été immense. Mais les grévistes furent désarmés par la direction réformiste des appareils syndicaux, qui réussit à garder le contrôle de la grève et à y mettre fin, alors même que la mobilisation était à son maximum. Dans ces événements, il manqua un élément essentiel : un parti ouvrier révolutionnaire capable de mener la lutte à la victoire.

Mais même sans cette direction et en dépit de sa brièveté, la grève a montré comment les travailleurs, lorsqu'ils engagent de véritables combats, savent inventer des formes d'organisation potentiellement révolutionnaires.

Après-guerre, le patronat britannique, dans sa bataille pour surnager face à la crise et à ses concurrents, choisit les mineurs comme première cible pour des raisons à la fois économiques et politiques. Le charbon constituant la principale source d'énergie, un charbon bon marché était une nécessité pour l'ensemble de l'économie. Mais l'industrie charbonnière était vieillissante. En 1918, les 3 000 puits étaient exploités par 1 500 entreprises

différentes ; 12 % seulement du charbon était extrait mécaniquement, le reste manuellement, et le secteur employait plus d'un million de travailleurs. Bataillon le plus nombreux de la classe ouvrière britannique, les mineurs étaient donc à mettre au pas en vue d'une offensive contre l'ensemble des travailleurs.

DEPUIS 1910, DES LUTTES OUVRIÈRES RÉPÉTÉES

Depuis plus d'une décennie, le pays connaissait des révoltes puissantes. Entre 1910 et 1914, des grèves souvent massives et parfois sauvages, sans aval



Été 1911 : arrestation de grévistes des transports à Liverpool.

syndical, avaient contraint les employeurs à des concessions. L'année 1911 avait été marquée par des grèves explosives des dockers, des marins et des cheminots. En 1912, les mineurs de charbon s'étaient mis en grève totale pour cinq semaines – une première. Mais ces luttes étaient éparpillées et une coordination entre elles apparaissait de plus en plus comme une nécessité. Répondant à la pression de leur base, les dirigeants syndicaux des mineurs, des cheminots et des travailleurs du transport (dockers et marins) formèrent en 1914 une Triple Alliance, s'engageant à faire preuve de solidarité si l'une des trois catégories entrait en grève. Mais le déclenchement de la Première Guerre mondiale freina, temporairement, cette remontée. Le Trades Union Congress (TUC), regroupant la quasi-totalité des syndicats britanniques, appela alors à la « trêve sociale » et le Parti travailliste (Labour Party), fondé en 1906 pour représenter les intérêts des états-majors syndicaux au Parlement, fournit à la classe dirigeante quatre ministres pour son gouvernement de guerre.

Lorsque la guerre éclata, un quart des mineurs s'engagèrent dans l'armée, afin d'échapper à leurs conditions de travail effroyables. Dès 1916, le gouvernement interdit le recrutement de mineurs par l'armée, afin de garantir la production de charbon nécessaire à l'effort de guerre. En 1917, le gouvernement prit le contrôle des mines, les gérant en collaboration avec un comité consultatif composé de sept propriétaires de mines et de sept responsables syndicaux. Les profits étaient garantis à tous les propriétaires, le gouvernement distribuant les « bénéfices excédentaires » à ceux dont les mines ne généraient pas de profits.

La fin de la guerre vit un regain de combativité. Des soldats se mutinèrent contre la lenteur de leur démobilisation. Les mécaniciens des chantiers navals de Glasgow et de Belfast se mirent en grève en 1919, suivis par les cheminots, puis par 100 000 mineurs de charbon : ils réclamaient une augmentation salariale de 30 %, la journée de six heures et la nationalisation



COMMONS

1912 : les mineurs en grève à Barnsley, dans le Yorkshire du sud.

définitive des mines. Lorsque ces grèves menacèrent de s'étendre, les dirigeants de la fédération des mineurs de Grande-Bretagne en prirent le contrôle, et la Triple Alliance annonça qu'elle appellerait ses membres à la grève si les revendications des mineurs n'étaient pas satisfaites.

LA DÉBÂCLE DU « VENDREDI NOIR »

En réponse, le gouvernement mit en place en février 1919 une commission chargée d'enquêter sur l'industrie minière. Présidée par un juge à la Haute Cour de couleur travailliste, elle comprenait six représentants des mineurs et six représentants des patrons. La Triple Alliance décida d'attendre les conclusions de la commission, quatre mois plus tard, avant toute action. Mais celle-ci brouilla les pistes, en produisant quatre rapports contradictoires. Son président recommandait la nationalisation, avec indemnisation des propriétaires, tandis que le rapport des représentants patronaux était favorable au maintien de la propriété privée. Le Premier ministre libéral, Lloyd George, joua la montre. Des augmentations de salaire furent accordées, un relatif contrôle de l'État sur les mines fut maintenu, et les décisions sérieuses furent reportées. Les dirigeants syndicaux s'en contentèrent, ne voulant pas faire de vagues, et la Triple Alliance retira sa menace de grève.

Dès 1920, une récession mondiale éclata, causée par la réduction massive de la production de guerre. Les prix chutèrent et les patrons licencièrent. En Grande-Bretagne, le chômage passa de 250 000 personnes fin 1920 à 2 millions six mois plus tard. Lloyd George décida alors qu'il était trop coûteux pour l'État de continuer à exploiter les mines, et donc de les remettre au privé à partir du 31 mars 1921. Immédiatement, les propriétaires de mines de charbon notifièrent aux mineurs des réductions de salaire allant jusqu'à 49 %. Sachant que les mineurs ne pouvaient l'accepter, ils les mirent préventivement en lock-out.

En réponse, les dirigeants de la Triple Alliance menacèrent de faire grève le 8 avril. Le gouvernement se prépara à l'épreuve de force : l'état d'urgence fut déclaré et des troupes envoyées dans les bassins miniers et au-delà. Cependant, juste avant la grève, les dirigeants des syndicats du rail et des transports s'emparèrent du prétexte que les mineurs avaient refusé de négocier pour annuler la grève de solidarité. Cette date fut vite baptisée Vendredi noir. Les mineurs firent grève seuls pendant trois mois, avant de reprendre le travail aux conditions imposées par les patrons. Bientôt, des réductions de salaire furent imposées à d'autres catégories de travailleurs, notamment dans la métallurgie, la construction navale et le textile.

Le gouvernement saisit l'occasion de cette défaite ouvrière



Rassemblement de mineurs en 1921.

pour passer à l'offensive contre le jeune Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB), fondé en 1920 dans la foulée d'une révolution bolchevique honnie par les classes supérieures britanniques. Soixante-dix militants furent emprisonnés, son siège fut perquisitionné et son hebdomadaire censuré. Ces attaques avaient pour arrière-plan une récession grave, qui pesait sur le moral des travailleurs, dont les luttes connurent un reflux. 2,5 millions d'entre eux, soit près d'un quart, étaient sans emploi en 1921, et le chiffre ne descendit jamais sous un million au cours des années 1920. En 1923, à la faveur de la crise de la Ruhr et de la baisse de la production de charbon allemande, les dirigeants syndicaux des mineurs profitèrent de l'augmentation des exportations de charbon britannique pour négocier une augmentation des salaires. Mais c'était un répit circonstanciel, et les propriétaires des mines ne mirent pas longtemps à revenir à la charge.

LE PRÉTENDU VENDREDI ROUGE

Après le Vendredi noir et la débâcle de la Triple Alliance, le TUC créa un Conseil général en remplacement de son Comité parlementaire. Ce nouvel organe exécutif fut composé des

dirigeants des principaux syndicats, afin de leur permettre de contrôler l'ensemble du mouvement syndical, à un moment où les menaces sur les salaires et les emplois concernaient un nombre croissant de travailleurs. Les bureaucrates ne voulaient pas d'un retour aux grèves sauvages et le Conseil général commença donc par jouer un rôle de médiateur entre les patrons et les ouvriers les plus prompts à la grève, comme les dockers, les maçons et les cheminots.

En 1925, la convertibilité de la livre en or fut rétablie à son niveau d'avant-guerre. Cela se traduisit par une augmentation brutale de 10 % du taux de change de la livre et une baisse correspondante du niveau de vie de l'ensemble de la population active. Les patrons voulaient désormais pousser tous les salaires à la baisse. Les propriétaires de mines passèrent à l'action les premiers. Ils annoncèrent une baisse immédiate des salaires et un allongement de la journée de travail. Le gouvernement leur apporta son soutien tacite.

Les dirigeants syndicaux des mineurs firent appel au soutien du Conseil général. Cette fois-ci, les dirigeants du syndicat des transports et celui des conducteurs de train acceptèrent d'imposer un embargo total sur le transport du charbon en cas de grève. Le gouvernement n'était pas encore prêt à affronter une

grève de grande ampleur. Il intervint donc in extremis, offrant aux patrons des mines une subvention de neuf mois – jusqu'au 1^{er} mai 1926 – afin de reporter les baisses de salaire annoncées. Les dirigeants syndicaux crièrent victoire le 31 juillet, bien qu'il ne s'agisse que d'un sursis. Ce fut leur prétendu Vendredi rouge.

LA BOURGEOISIE SE PRÉPARE AU BRAS DE FER

Ce délai permit au gouvernement du conservateur Baldwin de mettre la dernière main à ses préparatifs pour briser par la force toute résistance que les dirigeants syndicaux jugeraient bon d'organiser. Chaque gouvernement depuis 1919 avait maintenu une organisation relevant de l'autorité du Premier ministre, chargée de faire face à une nouvelle poussée gréviste. Connue sous le nom de Comité d'approvisionnement et de transport, cette structure était faite pour coordonner la distribution de carburant et de denrées en cas de grève générale. Elle établit des bureaux régionaux aux quatre coins du pays, en lien avec des organismes non gouvernementaux et des bénévoles.

L'organisme le plus important fut l'Organisation pour le maintien des approvisionnements (OMS). Après le Vendredi rouge, ce dispositif fut mis en état d'alerte maximale et des stocks furent constitués. L'OMS recruta 100 000 briseurs de grève prêts à officier en tant que policiers, fonctionnaires, chauffeurs, etc. Parallèlement, le gouvernement anticipa la gestion du transport routier par la constitution de 150 comités quadrillant le territoire. Dans le cadre de ces préparatifs, le gouvernement s'en prit de nouveau au CPGB, emprisonnant en octobre 1925 douze membres de sa direction pour « incitation à la mutinerie ». Lorsque la grève générale éclata, la moitié étaient encore en prison.

Or, l'autre parti se réclamant peu ou prou du monde du travail et présent dans la classe ouvrière, le Parti travailliste, était tout sauf un point d'appui pour

les travailleurs. Pour couper l'herbe sous le pied des communistes, il avait certes adopté un programme d'allure plus radicale en 1918 et commencé à se doter de sections locales. Mais lorsque pour la première fois, de janvier à novembre 1924, un travailliste, Ramsay MacDonald, avait officié en tant que Premier ministre, il avait démontré une fois de plus le respect du Labour pour l'ordre établi.

«TOUT LE POUVOIR AU CONSEIL GÉNÉRAL», OU L'ART DE L'IMPRÉPARATION

Les dirigeants syndicaux ne firent absolument rien pour se préparer à la confrontation qui s'annonçait. Ils n'ignoraient pourtant pas que leur prétendue victoire du Vendredi rouge n'était qu'une concession de la classe dirigeante pour gagner du temps. Mais ils voulaient éviter toute initiative qui pourrait être interprétée comme « provocatrice ». Ils attendirent les conclusions d'une commission que le gouvernement avait mise en place en même temps qu'il accordait aux patrons sa subvention, le temps, selon lui, de trouver des solutions aux difficultés de l'industrie charbonnière. En réalité, seuls les dirigeants du TUC prirent cette commission au sérieux. Pour le gouvernement

et les patrons, ce n'était qu'un moyen de repousser un peu le bras de fer. Ils savaient que la direction du TUC s'accrocherait à la moindre brindille qu'ils lui tendraient.

Alors que la subvention de neuf mois touchait à sa fin, le syndicat des mineurs fut informé par les patrons du charbon qu'à partir du 1^{er} mai, les salaires seraient réduits de 13,5 % et la journée de travail progressivement allongée. Le gouvernement, les propriétaires, le syndicat des mineurs et le TUC négocièrent tout au long du mois d'avril, sans parvenir à un accord. Le 1^{er} mai, lors d'une conférence extraordinaire du TUC à Londres, il fut demandé aux délégués syndicaux et aux secrétaires généraux présents s'ils approuveraient une « grève nationale » en soutien aux mineurs à partir de minuit le lundi 3 mai. On leur demanda également s'ils accepteraient de céder le contrôle de cette grève au Conseil général du TUC. Ce vote, donnant « *tous les pouvoirs au Conseil général* », fut adopté à une large majorité.

Le Conseil général avait présenté cela comme une « tactique de négociation » susceptible d'exercer davantage de « pression » sur le gouvernement et les propriétaires des mines. Mais ni le gouvernement ni les patrons n'avaient l'intention de négocier. De leur côté, les préparatifs pour faire face à une grève étaient

terminés et ils avaient pour objectif de l'écraser. Néanmoins, les dirigeants syndicaux continuèrent de discuter avec le gouvernement jusqu'à l'échéance du dimanche soir. C'est alors que Baldwin utilisa le prétexte d'un arrêt de travail des imprimeurs du *Daily Mail* pour accuser le TUC d'« atteinte à la liberté de la presse » et rompre toutes les négociations. En fait, les travailleurs avaient refusé d'imprimer un éditorial intitulé « Pour le roi et la patrie », qu'ils considéraient comme une incitation à briser la grève. Le gouvernement s'était préparé à cette situation et avait, finalement, poussé les dirigeants du TUC, aussi réticents soient-ils, à appeler à la grève générale. Ils étaient désormais obligés de l'organiser.

LA GRÈVE COMMENCE

Leur première préoccupation était de s'assurer que la grève ne tombe pas entre les mains d'« agitateurs révolutionnaires ». Comme l'écrivit plus tard l'un d'entre eux : « *cette crainte était toujours présente à notre esprit, car nous tenions, dans ce conflit, à diriger une armée disciplinée* »¹. Les travailleurs étaient censés se mettre en grève puis reprendre le travail selon le bon vouloir du Conseil général. Il ne fallait en aucun cas défier le pouvoir des capitalistes.

Cette « crainte » dicta la politique du TUC du début à la fin. Avant même que la grève ait commencé, le TUC avait proposé de « coopérer » avec le gouvernement pour la distribution de nourriture, ce que Baldwin avait refusé. La décision d'immobiliser certaines catégories de travailleurs, pour ne les solliciter qu'en tant que « deuxième ligne » à une date ultérieure, visait à éviter de créer un enthousiasme trop important qui aurait pu, aux yeux du TUC, dégénérer. La « première ligne » de grévistes, appelée à la grève mardi 4 mai, comprenait 1,75 million de travailleurs dans l'imprimerie, la sidérurgie, le gaz, l'électricité, le bâtiment, la chimie et le transport – marins non compris, car



Une réunion du Conseil général du TUC.

1 Julian Symons, *The General Strike* (1957), p. 52.

les pontes à la tête de leur syndicat s'opposaient à la grève. À ces grévistes s'ajoutaient bien sûr les mineurs, portant le nombre total de grévistes le premier jour à plus de 2,5 millions.

Pour contrer la grève, l'OMS et ses satellites mobilisèrent jusqu'à un demi-million de volontaires, souvent des étudiants de bonne famille ou des travailleurs précaires. Le gouvernement n'eut toutefois pas besoin de tous les mobiliser. Le transport des denrées alimentaires fut maintenu, la plupart des centrales électriques continuèrent de fonctionner, et des ports comme Liverpool et Douvres furent peu perturbés. Le recours aux soldats et aux policiers fut limité, même si leurs congés avaient été annulés et des régiments déployés vers les centres névralgiques : on vit des cuirassés remonter la Mersey, le fleuve sur lequel se trouve le port de Liverpool, et des blindés rouler dans les rues de Londres.



Arthur James Cook, secrétaire général de la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne, exhorte à la grève dans le port de Sunderland, en mai 1926.

LES CONSEILS D'ACTION

Les conseils d'action des grévistes donnent un aperçu de ce qui aurait été possible avec une

autre direction. Il y en eut plus de 500, souvent sur la base des *trades councils*, ces unions locales qui réunissaient à l'échelle d'une ville les militants des différents syndicats. La plupart de ces conseils d'action et des

comités de grève furent le fruit de l'initiative des militants du CPGB. Environ la moitié des conseils publièrent des bulletins de grève quotidiens. Ils organisaient des piquets de grève et délivraient des autorisations



À Gateshead, dans la banlieue de Newcastle : «Pas un sou de moins sur les salaires des travailleurs».

pour le transport de denrées alimentaires et d'autres marchandises, tout en apportant une aide aux grévistes et à leurs familles. Des témoignages locaux révèlent le potentiel du mouvement. À Birmingham, « l'ampleur du blocage est bien plus grande que quiconque l'avait prévu, et tout le trafic routier, de passagers et de marchandises, a été interrompu ». À Aberdeen, « les cheminots sont en grève totale ». À Doncaster, « les syndicats sont en grève jusqu'au dernier homme »². De tels exemples furent légion.

Les militants communistes auraient pu tenter de pousser la grève plus loin mais furent freinés par leur direction, déjà sous l'influence de la clique qui, autour de Staline, avait pris le contrôle du Parti communiste soviétique, de l'URSS et du Komintern, et était engagée dans une lutte sans merci contre l'Opposition de gauche. Tournant le dos à la politique de Lénine et de Trotsky, le clan stalinien ne cherchait plus à encourager les travailleurs du monde entier à lutter pour le pouvoir, ce qui aurait pu ranimer la flamme révolutionnaire en URSS même et donc menacer son assise, mais à se trouver des alliés, même douteux, sur la scène internationale. En Chine, cette politique conduisit le



WARWICK DIGITAL COLLECTIONS

Des volontaires briseurs de grève de l'OMS déchargent des denrées alimentaires à Londres, en mai 1926.

PC à se mettre à la remorque du Kuomintang, parti nationaliste qui, de 1925 à 1927, massacra en masse les ouvriers communistes. Quant aux communistes britanniques, ils étaient censés revendiquer « tout le pouvoir au Conseil général (du TUC) », sous prétexte qu'y siégeaient des bureaucrates plus à gauche que la moyenne, et qu'en 1925 il avait formé avec les syndicats soviétiques un comité anglo-russe à la prose parfois radicale.

Or, comme l'écrivit Trotsky au début de la grève : « Cette victoire n'est possible que dans la mesure où la classe ouvrière britannique, au cours du développement et du renforcement de la grève générale, réussira à changer ses chefs. »³ Le réformisme des dirigeants du TUC et leur soif d'être acceptés par la bourgeoisie, combinés avec la politique suiviste dictée au CPGB par Moscou, désarmèrent les militants communistes sur le terrain, qui furent



WARWICK DIGITAL COLLECTIONS

Grévistes en mai 1926.

2 Keith Laybourn, *The General Strike Day By Day* (1996), pp. 24-25. Le téléfilm *Days of Hope*, réalisé en 1975 par Ken Loach pour la BBC, donne un aperçu de ce bouillonnement. Il donne aussi à voir les manœuvres des dirigeants syndicaux.

3 Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre ?* (1925) Préface à l'édition française (6 mai 1926). <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalang/ouvlan02.htm>

incapables d'offrir une perspective différente aux grévistes. Ce fut d'autant plus dramatique qu'ils furent les animateurs les plus imaginatifs et courageux de la grève : plus de la moitié des 4 000 grévistes arrêtés pendant la grève appartenaient au parti.

Ce parti relativement petit n'aurait sans doute pas été capable de rallier la classe ouvrière à des objectifs révolutionnaires même avec une ligne politique juste. Cependant, un conseil d'action central, composé de délégués de tous les conseils locaux, aurait pu jouir d'une crédibilité suffisante pour proposer une politique différente de celle du Conseil général. La formation de milices ouvrières, dans trois arrondissements londoniens, à Leeds et sur la côte est de l'Écosse, est un indice de plus des potentialités du mouvement. Elles organisèrent la défense des piquets de grève et des rassemblements ouvriers contre la police et ses supplétifs, volontaires particulièrement violents dans leur traitement des grévistes. Sans surprise, les dirigeants du TUC se dissocièrent de ces initiatives et refusèrent de condamner la répression contre les communistes. Ils renvoyèrent même un don de 26 000 livres sterling offert aux grévistes par les syndicats soviétiques, par crainte d'être accusés d'accepter « l'or de Moscou ».

LA FIN DE LA GRÈVE

Le huitième jour de la grève, le 11 mai, le TUC mobilisa une partie de la « deuxième ligne », et seuls les mécaniciens et les ouvriers de la construction navale furent sollicités. Cela n'empêcha pas bien d'autres travailleurs, syndiqués ou non, de se mettre alors en grève. En opposition à la stratégie confuse du TUC, ils n'écoutèrent que leur sens de classe et la grève atteignit alors son apogée, renforcée par de nouvelles troupes qui avaient attendu ce jour avec impatience. Cependant, le sort des grévistes était déjà scellé, à leur insu. Le Conseil général avait négocié à huis clos avec le gouvernement et son médiateur-expert. Leur nouvelle proposition impliquait des réductions de salaire, que les dirigeants des mineurs rejetèrent. Cela n'empêcha pas le TUC, le 12 mai, d'annuler la grève sans condition. L'appel lancé la veille pour que la deuxième ligne se mette en grève n'était qu'une couverture pour leur trahison en coulisse.

La grève prit officiellement fin, mais pas le lock-out des mineurs. Ils restèrent en grève, leurs dirigeants n'osant pas mettre un terme au combat. Les mineurs avaient été trahis une fois de plus. Mais, cette fois-ci,

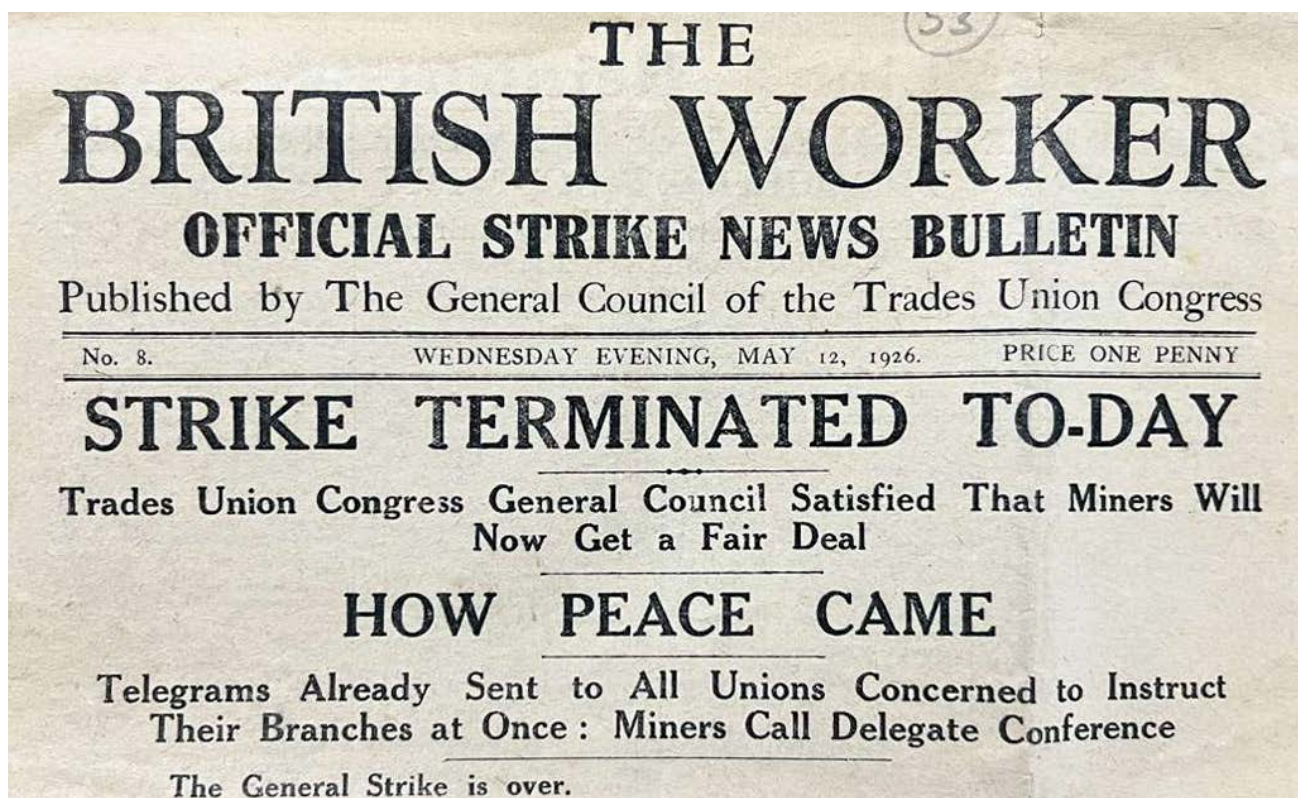
c'était bien pire que le Vendredi noir, car la victoire avait été à portée de main. Partout, les grévistes apprirent la nouvelle de la fin de la grève avec perplexité. Certains en tirèrent la seule conclusion possible : qu'ils avaient gagné. D'ailleurs le TUC revendiquait la victoire. Mais lorsque Baldwin, le soir du 12, annonça sa propre victoire, le doute ne fut plus permis et la colère fut grande, surtout lorsque le gouvernement déclara qu'il « [n'avait] pas le pouvoir de contraindre les employeurs à réintégrer tous les grévistes ».

Des grévistes se virent proposer de réintégrer leur poste à condition de déchirer leur carte du syndicat et d'accepter un salaire en baisse. Dans le rail, des patrons rétrogradèrent ceux parmi leurs employés qui avaient fait grève. Seule l'action des militants locaux empêcha les employeurs de transformer partout cette défaite en déroute. Les appels à reprendre la grève aboutirent à des succès partiels, empêchant ici ou là les employeurs de tirer un trop grand parti de la situation. Les mineurs poursuivirent leur grève seuls pendant encore six mois, mais furent finalement contraints de céder, d'accepter effectifs et salaires réduits, horaires allongés voire rétrogradation.

Peut-être les grévistes étaient-ils voués à la défaite. Mais il y a différentes façons de perdre. Perdre sans se battre jusqu'au bout, alors que vos forces sont encore intactes, est le pire des scénarios – c'est ce qui se produisit. Mais perdre après avoir semé la panique dans le camp adverse, après avoir tissé des liens si solides au sein de votre propre camp que, même une fois vaincus, ils ne peuvent être rompus, est tout autre chose. Dans cette seconde perspective, les repréailles massives qui ont suivi la grève auraient été impossibles, et une nouvelle tradition d'organisation, une nouvelle conscience auraient pu se développer dans les rangs de la classe ouvrière britannique. Le travailisme et le réformisme syndical seraient sortis de la grève gravement affaiblis, et il y a fort à parier que le CPGB, sur la base d'une politique juste, aurait pu se



Shapurji Saklatvala (au centre, penchant la tête), député communiste emprisonné deux mois en 1926 pour son soutien aux mineurs en grève.



Les dirigeants syndicaux déclarent la fin de la grève. Une du 12 mai 1926.

constituer une base de masse et former une nouvelle génération de cadres capables d'en faire un parti révolutionnaire.

Pendant la grève, Trotsky écrivit : « Si le prolétariat britannique avait eu une direction qui eût, en quelque sorte, correspondu à sa puissance de classe et à la maturité des conditions objectives, le pouvoir serait passé en quelques semaines des mains des conservateurs aux mains du prolétariat.

On peut difficilement compter sur un tel résultat. Cela ne veut pas dire, encore une fois, que la grève est sans espoir. Plus elle se développera largement, plus elle ébranlera fortement les bases capitalistes, plus elle contribuera à éliminer les chefs traîtres et opportunistes, plus il sera difficile à la réaction bourgeoise de passer à la contre-offensive, moins les organisations prolétariennes auront à souffrir, et plus rapidement

s'ouvrira la prochaine phase décisive de la lutte. »⁴ Cent ans plus tard, ces leçons restent d'actualité pour la classe ouvrière et ses militants. Son poids social est aujourd'hui bien plus important à l'échelle du monde qu'en 1926, mais ses luttes ne pourront aller jusqu'au bout de leurs possibilités que si les travailleurs mettent sur pied leurs propres organes démocratiques.

3 mai 2026

4 Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre ?* (1925) Préface à l'édition française (6 mai 1926). <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalang/ouvlan02.htm>



Les mémoires d'Elizabeth Gurley Flynn

Elizabeth Gurley Flynn (1890-1964) est une des figures du pays les plus connues de l'histoire du mouvement ouvrier des États-Unis. Le premier volume de ses mémoires, qui va jusqu'en 1916, vient seulement d'être traduit en français. À travers l'itinéraire de cette militante populaire des Industrial Workers of the World (IWW), c'est toute une période qui resurgit.

Elizabeth Gurley Flynn naît à Concord dans le New Hampshire dans une famille d'Américano-Irlandais. Ses parents sont des militants convaincus de l'indépendance irlandaise, eux-mêmes issus de familles nationalistes – un de ses grands-pères a participé en 1869 à un raid des Fenians contre le Canada britannique. Comme des millions d'Irlandais, la famille a émigré aux États-Unis, où ces immigrants travaillent dans les docks, les mines, le bâtiment ou les transports, et s'engagent souvent dans les premières organisations ouvrières, qui sont les Knights of Labor, la Western Federation of Miners (WFM), ou l'American Federation of Labor (AFL).

Elizabeth grandit donc dans une famille très militante, proche du révolutionnaire irlandais James Connolly, dans laquelle l'on parle tout le temps de politique à la maison et dans laquelle, en guise de sorties, le père emmène ses enfants à d'interminables réunions publiques, dans des salles enfumées ou en plein air. En 1900, les Gurley Flynn déménagent dans le Bronx new-yorkais, et côtoient des Italiens et des Allemands fraîchement immigrés, des Juifs fuyant les persécutions de l'Empire russe. Ces immigrants parlent souvent leur langue maternelle plutôt que l'anglais, ont leurs journaux et leurs organisations politiques et syndicales spécifiques. Pour les organisations ouvrières

américaines, un des enjeux est de les unifier en un même mouvement, dans chacun des bagnes industriels où ils se côtoient, et contre le capitalisme dans son ensemble.

Le contexte y est favorable, car le début du 20^e siècle est marqué par l'essor du socialisme : deux partis, le Socialist Labor Party de Daniel De Leon, et le Socialist Party of America d'Eugene Debs, dont Gurley Flynn fait partie, se développent. Simultanément, le syndicalisme révolutionnaire des IWW progresse. Cette organisation, fondée en 1905, s'oppose au corporatisme syndical de l'AFL dominante et des syndicats de métier, qui tiennent à l'écart les ouvriers non qualifiés, les immigrés, les ouvrières et les Noirs. Présents dans les mines, les scieries, la confection, les filatures, l'hôtellerie, les fabriques de pianos, les IWW militent pour « One Big Union », un grand syndicat destiné à tous les travailleurs, quels que soient leur secteur d'activité, leur qualification, leur sexe ou la couleur de leur peau. Ils lient leurs luttes à celles des travailleurs du monde, comme en 1905 pendant la révolution russe, ou plus tard pendant la révolution mexicaine que certains d'entre eux rejoignent. Pendant la Première Guerre mondiale, ils refusent de soutenir l'intervention des États-Unis en Europe. En même temps, ce syndicat, qui compte quelque 50 000 membres en 1915, souffre

de l'absence d'une politique et d'une direction centralisées.

En 1906, la jeune Elizabeth, forte de son éducation socialiste et anti-impérialiste, quitte l'école et s'engage donc dans la lutte. Elle a seize ans et, après un discours réussi au club socialiste de Harlem, où elle défend le droit de vote des femmes, elle devient une oratrice itinérante, se déplaçant de ville en ville, au gré des sollicitations venues des grévistes ou des militants. Elle s'adresse aux sidérurgistes de



Elizabeth Gurley Flynn dans les années 1910.

Pittsburgh, aux travailleurs des abattoirs de Chicago, aux mineurs des monts du Mesabi dans le Minnesota, de Butte dans le Montana, ou du Colorado, aux travailleurs de San Francisco, aux ouvriers du cigare de Tampa en Floride, qui, en travaillant, écoutent la lecture du journal faite par l'un d'entre eux. Souvent, elle parle à des immigrants non anglophones, auxquels ses discours sont traduits. Les grèves qui la marquent le plus sont celle du textile à Lawrence dans le Massachusetts en 1912, pendant laquelle 10 000 ouvriers de 25 nationalités se battent contre une baisse de leur salaire, et celle des soieries de Paterson dans le New Jersey en 1913 pour la journée de huit heures, pendant laquelle quelque 1 800 grévistes sont arrêtés par la police et deux d'entre eux sont tués.

Face à l'essor du mouvement ouvrier, la bourgeoisie mène une lutte de classe féroce. Les patrons emploient des milices, souvent les Pinkerton, qui font le coup de poing contre les grévistes, voire lynchent les militants. Les autorités locales ne sont pas en reste, et nombre des combats menés par Elizabeth le sont pour la liberté de parole, pour le droit de se réunir, contre des arrestations arbitraires, pour faire libérer des militants emprisonnés. Certains sont envoyés pour des années, voire des décennies en prison, en général à la suite de procès truqués dans lesquels la police a fabriqué des preuves. Ainsi, le chanteur Joe Hill, barde des IWW et auteur d'une chanson sur Elizabeth, *The Rebel Girl*, est-il exécuté en 1915 à Salt Lake City après un



Les dirigeants de la grève à Paterson en 1913 : de gauche à droite, Patrick Quinlan, Carlo Tresca, Elizabeth Gurley Flynn, Adolph Lessig et Bill Haywood.

simulacre de procès. Elle-même est souvent incarcérée.

Les mémoires de Gurley Flynn sont également une galerie de portraits : Mother Jones (1835-1930), qui l'inspire beaucoup ; le secrétaire de la Western Federation of Miners, Vincent St John (1876-1929) ; les Irlandais James Connolly (1868-1915), exécuté par les Britanniques après l'insurrection avortée de Dublin en 1916, et James Larkin (1876-1947), le dirigeant du syndicat des travailleurs irlandais des transports ; et « Big » Bill Haywood (1876-1929), également issu de la WFM, et dirigeant le plus important et le plus populaire des IWW, avec lesquels Gurley Flynn finit par rompre.

Quoiqu'écrits presque un demi-siècle plus tard, alors qu'Elizabeth Gurley Flynn était devenue complètement stalinienne, ses mémoires regorgent de détails très parlants. Par exemple, elle raconte comment lors de certaines grèves, comme celle

de Lawrence, des dizaines d'enfants de grévistes sont envoyés dans d'autres villes, parfois à des centaines de kilomètres, dans des familles socialistes qui les nourrissent et les vêtent, avant qu'ils ne reviennent chez eux une fois la grève finie, en gardant pour la vie des liens avec cette deuxième famille.

Ces mémoires de Gurley Flynn sont à la fois politiques, et riches de ces détails concrets qui donnent de la chair aux luttes qu'elle raconte. Le texte est servi par la traduction et par une préface et des notes de contexte intéressantes, bien que marquées par un parti pris anti-léniniste mal venu. On peut cependant saluer l'initiative des Éditions Libertalia, qui permet ainsi à ce texte classique du mouvement ouvrier américain d'être désormais accessible au public français.

Elizabeth Gurley Flynn,
The Rebel Girl. 1906-1916,
Éditions Libertalia, 2026 (1955)

4 mai 2026

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochure, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière, à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

La Voie de Lénine - Un journal ouvrier révolutionnaire, trotskyste et internationaliste en Belgique pendant la Deuxième Guerre mondiale
n° 183 - 3€

Les États-Unis sous Trump : l'autoritarisme au service du grand capital
n° 182, 8 novembre 2025 - 3 €

Maghreb : les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants
n° 181, 10 mai 2025 - 3 €

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples
n° 180, 15 mars 2025 - 3 €

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?
n° 179, 1^{er} février 2025 - 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

n° 176, brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles
édité par Lutte ouvrière - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

La fête de Lutte ouvrière, à Presles (Val-d'Oise),

les 23, 24 et 25 mai 2026

Billetterie et informations : <https://fete.lutte-ouvriere.org/>



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

À paraître

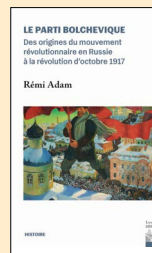
Le Parti bolchevique
Des origines du mouvement révolutionnaire en Russie à la révolution d'octobre 1917

Rémi Adam

Collection Histoire - 460 pages

Prix de souscription (avant le 7 juin) : 14 €

Prix public : 21 €



Dernières parutions

J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimeur
Avant 1848 et après - Souvenirs d'un vieux communiste
Friedrich Lessner

Collection Témoignages
152 pages - 11 €



J'ai allumé le feu
Une grève, un collectif : Chausson 1975
Pierre Chaze

Collection Témoignages
160 pages - 11 €



Les Questions du mode de vie
Léon Trotsky

Collection Classiques - 13 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière - PAT
BP 20029 - 93501 Pantin cedex
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA
<http://www.the-spark.net>



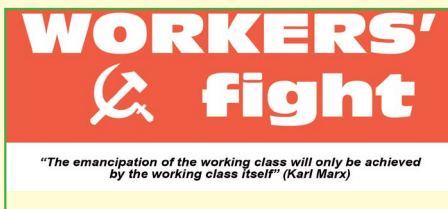
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE
Abonnement un an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement un an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>

